

N^o. 190.

22^e. de la Convention Nationale.

RÉVOLUTIONS

DE PARIS,

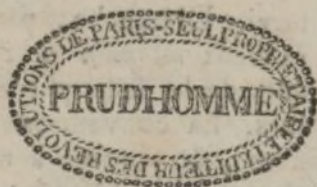
DÉDIÉES A LA NATION.

AN SECOND DE LA RÉPUBLIQUE.

QUINZIÈME TRIMESTRE.

Avec gravures et cartes des départemens.

Les grands ne nous paroissent grands
que parce que nous sommes à genoux.
..... Levons-nous



DU 23 FEVRIER AU 2 MARS 1793.

Journée du 25 février.

LE succès de nos armes & de nos principes chez plusieurs peuples voisins, & le plan de constitution livré à l'examen des assemblées primaires sembloient annoncer un terme prochain à nos maux. La journée du 25 février vient de ramener de nouveaux orages, elle en présage de plus grands encore. Il n'est plus question en

N^o. 190. Tome 15.

A

ce moment d'acte constitutif, ni d'armées. Hélas ! d'autres soins nous forcent à une diversion cruelle, & absorbent toute l'attention des amis de la patrie & de la Liberté. Quand donc le peuple, tant de fois l'instrument & la victime des scélérats qui pullulent dans son sein, se mettra-t-il en garde contre leurs suggestions perfides ? Nous l'en avons pourtant averti presque à chaque page de cet ouvrage. Mais il n'est pas le plus coupable, s'il est le plus à plaindre. Ce n'est pas à lui qu'il faut s'en prendre ; ses magistrats, ses administrateurs, ses représentans devroient seuls porter la honte & le poids des excès auxquels il vient de se livrer, puisqu'il leur étoit si facile de les prévoir & même de les prévenir.

Des symptômes d'un caractère effrayant nous menaçoient depuis quelques jours d'un événement sinistre ; une disette factice semblable à celle de 1789 se manifestoit à Paris depuis quelques jours. Le débit du pain éprouvoit des lenteurs, & la difficulté d'en avoir avoit déjà coûté des larmes à plus d'une citoyenne. Le savon qu'on se procuroit encore il y a un mois à 14 & 16 sous la livre étoit monté à 32 sous, & déjà plusieurs blanchisseuses gémissaient sur le défaut d'ouvrage & l'impossibilité de continuer leur état. Déjà des plaintes amères s'étoient fait entendre dans les tribunes du conseil général de la commune. Allez vous plaindre à la barre de la convention, avoit-il été répondu.

Le conseil fut suivi. Dimanche, parmi les pétitionnaires, plusieurs crièrent *du pain & du savon*. Ces cris étoient appuyés hors de la salle par des groupes nombreux & très-animés. La convention écoute tout cela avec assez de froideur, & ajourne à mardi pour y faire droit ; loin de calmer & de satisfaire, cette détermination aigrit encore davantage, & en quittant la barre, les femmes dans les couloirs de la salle disent tout haut à qui veut les entendre : on nous ajourne à mardi ; mais nous, nous nous ajournons à lundi. Quand nos enfans nous demandent du lait, nous ne les ajournons pas au surlendemain.

Les autorités constituées auroient pu suppléer par l'activité de leurs opérations à l'incurie du corps législatif. Que ne s'abouchoient-elles avec le pouvoir exécutif à onze heures du matin, au lieu de se réunir à quatre heures après-midi ; & de suite que n'alloient-elles trou-

ver le comité de sûreté générale ! là ; combinant leurs démarches respectives , on eût pris une mesure , la seule peut-être convenable dans cette circonstance critique ; nous voulons dire une visite faite par les magistrats du peuple dans les principaux magasins & dépôts , pour se procurer sur les lieux des renseignemens matériels touchant le prix des denrées , telles que le savon , la chandelle , le sucre : les livres de commerce & les factures eussent été confrontés avec la vente en détail de ces différens objets ; une taxe , justifiée assez par l'urgence du moment , eût satisfait le peuple & mis les gros marchands & les détailliers , malheureusement enveloppés dans la même proscription , à l'abri du ressentiment de la multitude égarée par des meneurs de tout genre. Une proclamation , & sur tout une baisse subite dans le prix des denrées les plus indispensables , nous eussent sauvé la journée du 25.

La fausse disette de pain des jours précédens fut le prélude de cette journée ; dès six heures du matin il y avoit des groupes de femmes à la porte de tous les boulangers , où des commissaires de sections présidoient à la distribution qui se fit paisiblement. A huit heures on se porta chez les épiciers & les chandeliers. La rue des Cinq-Diamans & celle des Lombards furent assiégées les premières , & avant neuf heures le droit d'asile étoit déjà violé dans plusieurs endroits à la fois. Des hommes alloient en avant , & disoient aux épiciers : avez-vous du sucre , du café , du savon , &c. nous vous prévenons de débiter toutes ces marchandises au prix qu'on vous dira , si vous voulez que nous respections vos propriétés.

Il y avoit peu d'hommes , du moins à l'extérieur , parmi les femmes qui vouloient entrer en foule & toutes à la fois dans chaque boutique & dans les magasins. On visita ceux-ci les premiers ; plusieurs femmes avoient des pistolets à leur ceinture , & ne s'en cachotent pas. Parmi ces femmes-là , on a vu beaucoup d'hommes déguisés qui n'avoient pas même pris la précaution de se faire la barbe. On se fit délivrer le sucre à 20 & 25 sous la livre , la cassonnade à 8 & 10 sous , le savon & la chandelle à 12 sous. Ce n'est pas à dire qu'on paya toujours la taxe qu'on avoit arbitrairement imposée ; beaucoup de marchandises furent enlevées sans bourse délier : quelques-uns de ces acheteurs donnèrent ce qu'ils

avoient sur eux ; plusieurs avoient les poches très-garnies d'assignats. Un épicier de la rue Saint-Jacques , seul pour le moment dans son comptoir , s'arma d'un couteau pour défendre sa propriété ; il en eût été mauvais marchand si sa femme , tenant ses deux enfans par la main , ne fût accourue à ce moment. Ce spectacle désarma les assistans. Un autre , île Saint-Louis , distribua sa marchandise sans vouloir être payé , à la condition de n'en délivrer qu'une livre à chaque personne. Croira-t-on qu'il fut accusé de ne pas donner le poids ?

On remarqua que plusieurs femmes fort bien ajustées , en chapeau & en rubans , se mêlèrent à des groupes , & profitèrent de la bagarre pour faire leurs provisions. Un détaillant dit à l'une d'elles , qui avoit fait déjà emplette de plusieurs objets , & dont le linge très-fin , très-blanc , contrastoit avec celui de ses autres compagnes : madame voudroit-elle aussi du savon pour blanchir son linge ?

Ce qu'il y a de plus inoui , c'est que la plus petite boutique de détailleur fut traitée comme le plus gros magasin : on ne fit grace à personne , ou à presque personne (1). Dans plusieurs endroits , on fit main-basse jusque sur les denrées dont l'usage est peu connu du peuple ; on acheta 30 sous la livre de canelle & de vanille , qui vaut 120 liv. — 20 sous le bleu indigo , qui vaut 30 liv. — 20 sous aussi la livre de gérosfle , de thé ; le café Moka fut à 10 sous tant qu'on en trouva ; on pilla l'eau-de-vie , l'esprit-de-vin , & autres liquides , dont plusieurs des acheteurs se souviendront ; car ils voulurent goûter de tout ce qu'ils se faisoient vendre.

Dans un temps , qui n'est pas celui de l'abondance , la plupart des marchandises , telles que le beurre & le miel , &c. furent gaspillées , foulées aux pieds , personne n'en profita.

Depuis un an le peuple souffre beaucoup du renchérissement des comestibles. On peut juger de l'âpreté qu'il mit lundi à suivre l'exemple que lui donnoient des brigands deguifés. — La vue des pains de sucre , des paquets de chandelles qu'on emportoit , sa charge pesante , lui fit oublier pour le moment tout ce que ce procédé avoit d'inique , & l'aveugla sur les suites qui en doivent nécessaire-

(1) Nous nous trompons , quelques épiciers jacobins furent respectés.

ment découler. Il lui sembloit que ses imprécations contre les accapareurs, les *boutiquiers*, &c. suffisoient pour justifier les violences dont il ne pouvoit se dissimuler l'immoralité.

Il faut rendre justice à beaucoup de manouvriers, à beaucoup d'ouvrières : les uns répugnèrent à ne pas payer, comme ils le voyoient faire, la taxe convenue ; les autres, plus délicats encore, s'en tenoient au rôle de simples spectateurs : nous entendîmes des maris dire à leurs femmes, des mères répéter à leurs enfans : *je te casserois un bras, si tu étois capable de te mêler à tout ce monde. Nous ne mangeons pas de ce pain là. Il vaut encore mieux se passer de sucre que de s'en procurer de cette façon.* d'honnêtes blanchisseuses nous dirent qu'elles aimeroient mieux demander l'aumône que de blanchir leur linge avec du savon volé.

N'oublions pas de rappeler, à la décharge du peuple, qu'il étoit mélangé, comme il l'est toujours, lors des plus petits mouvemens, mais cette fois ci plus qu'à l'ordinaire, de quantité d'émisaires gagés par les listes civiles de presque toute l'Europe ; on reconnut, & on arrêta plusieurs valets de prêtres & de ci-devant, plusieurs correspondans d'émigrés, quelques émigrés même, & autres gens de cette trempe, toujours là pour commander ou encourager le désordre.

Pendant ce tems-là, que faisoient les chefs civils & militaires du peuple ? La convention vers les trois heures s'en occupa comme d'un événement qui se seroit passé à cent lieues d'elle. Le conseil général de la commune parut n'avoir connoissance qu'à onze heures, d'une anarchie commencée à huit. Le maire & le procureur de la commune croyant que ce n'étoit qu'une affaire du moment, se présentèrent à quelques groupes, & en furent mal reçus. Comme son prédécesseur, la multitude confia Pache pour être le témoin de ce qu'il n'avoit pas su empêcher. Le conseil général recevoit à chaque minute des nouvelles plus affligeantes l'une que l'autre. Grand brouhaha, beaucoup de mots, & on leva la séance.... Les magistrats du peuple vont dîner tandis que toute la ville est au pillage. On pilloît même sous leurs yeux, dans un magasin qui fait face à la maison de ville.

On se rassemble pourtant à quatre heures, quelques membres se rendent au sein du département. Beaucoup

d'allées & venues , beaucoup de paroles. . . . Le premier coup de tambour pour un rappel ne se fit entendre qu'à cinq heures.

Mais où donc étoit le général Santerre ? Il passoit en revue un escadron de dragons à Versailles. Il est vrai qu'en partant le matin , il avoit donné quelques ordres ; mais on peut juger de leur nature , quand on pense qu'on ne rencontra des patrouilles un peu fortes , un peu fréquentes qu'à cinq heures. Sans doute , conformément à la consigne du général , quelques piquets de cavalerie étoient distribués à l'embonchure des rues des Lombards , des cinq diamans & ailleurs. Mais ces cavaliers sur leurs chevaux immobiles fourioient aux mouvemens populaires ; étoit-ce aussi la consigne ?

On se demandoit , où donc se porte la force armée ? à six heures elle étoit par-tout & nulle part ; les visites n'en discontinuoient pas avec moins de violence & d'appréhension. Quelques officiers de poste voulurent faire leur devoir & dissiper les attroupemens , qu'en arriva-t-il ? ils furent abandonnés par tous les hommes qu'ils commandoient , & demeurèrent exposés seuls aux mauvais traitemens de la multitude égarée ou malfaisante. Plusieurs coururent des risques & furent blessés.

Tout cela se conçoit : dans chaque patrouille , se trouvoient des parens , des amis des femmes attroupées , en sorte que les pillards eurent tout le temps & toute la sûreté qu'ils pouvoient desirer pour leur expédition , qui dura depuis le lever du soleil jusques par-delà son coucher ; car on achetoit encore au milieu de la nuit : il y avoit des boutiques encore intactes à huit heures du soir.

Cependant le comité de sûreté générale qui fut mettre sur pied 6000 hommes en deux heures , pour le siège du jardin de l'Egalité , détermina enfin la convention à permettre qu'on battît la générale , ce qui pourtant ne fut point exécuté.

A la commune , on s'agitoit , on péroroit. Les membres du conseil opinoient tous à la fois ; & les tribunes huoient de préférence ceux qui propoisoient les moyens les plus prompts pour rétablir l'ordre dans la ville. Pour l'obtenir on n'avoit encore ordonné qu'un rappel ; mais les propos tenus par les magistrats au peuple , auroient eux-mêmes détruit toutes les mesures de prudence qu'on auroit pu prendre. Jacques Roux , le prêtre , en a donné

le premier l'exemple : je pense , au surplus , a-t-il dit , que les épiciers n'ont fait que restituer au peuple ce qu'ils lui faisoient payer beaucoup trop cher depuis long-temps. Sans doute le peuple étoit rançonné. Sans doute que la crue subite & excessive du prix des marchandises n'est pas due seulement au malheur des temps. Sans doute que parmi les marchands , sur-tout ceux en gros , il se trouve de mauvais citoyens qui spéculent sur la misère publique , & certes , nous n'avons pas été des derniers à les dénoncer quand nous les avons connus , non plus qu'à reprocher aux marchands en général leur égoïsme , leur insouciance , leur aristocratie : mais pour remédier à ces abus , comment des magistrats du peuple peuvent-ils employer un autre langage que celui de la loi ? Ce n'est pas en déclamant contre tous les *boutiquiers* , ce n'est pas en mettant à l'ordre du jour le pillage , qu'on fera cesser les accaparemens : ce n'est pas en flattant les pillards de l'impunité , qu'on doit punir les accapareurs. Dans une cité sagement administrée , on ne se délivre pas des brigands d'une espèce en appelant des brigands d'une autre espèce pour les combattre.

Ces principes furent cependant professés & applaudis dans plusieurs sections de Paris , aux assemblées générales du lundi ; & des orateurs y répétoient à la tribune ce que Marat avoit dit le matin dans son journal : qu'il falloit couper la tête des accapareurs , à la porte même de leurs magasins.

Sans doute , dirons-nous encore ici , sans doute que les vrais accapareurs eussent mérité ce traitement. Sans doute que quiconque élève sa fortune sur la misère publique mérite la mort. Mais tous ceux dont on a pillé les magasins étoient-ils des accapareurs , & si on leur eût coupé la tête devant la porte de leurs maisons , eût-ce été justice ?

Les désordres populaires sont dus à l'impuissance des loix & à l'impéritie des magistrats ; mais pour couvrir leur négligence ou leur inaptitude , il ne faut pas que ces magistrats disent au peuple de se faire justice lui-même.

Revenons. Le soir même du lundi les acquéreurs revendoient leurs emplettes , & bénéficioient dessus. Ce n'étoit pas là le vrai peuple , qui ne fut que leur complice aveuglé , qui ce jour-là même , au fort du pillage , s'abstint d'entrer chez plusieurs épiciers tout nouvellement établis , &

céda aux représentations que lui fit un marchand à sa fenêtre après avoir fermé sa boutique ; qui le surlendemain vint rapporter chez beaucoup d'épiciers le supplément du prix des marchandises achetées au-dessous de leur valeur. Ce ne fut pas le vrai peuple qui gaspilla le beurre, le miel, la cassonade, l'huile & mainte autre denrée.

Mardi, on voulut comme réparer l'incroyable apathie de lundi. Dès les quatre heures du matin on battit la générale ; cela avoit l'air d'une dérision : mais les événemens de la journée montrèrent que cette précaution, quoique tardive, étoit encore nécessaire. Les mal-intentionnés, enhardis par le succès, avoient conçu de nouveaux projets. La présence de fortes patrouilles en imposa à quantité de femmes qui espéroient répéter le spectacle de la veille. Rue Saint-Honoré, leurs desseins n'étoient pas douteux ; la patience des gardes nationales déconcerta leur obstination. A la Croix-Rouge un grand nombre d'autres femmes manifestèrent plus d'opiniâtreté encore. Celles-ci s'étoient munies de petites seringues de poche qu'elles remplissoient dans le ruisseau pour les diriger dans les yeux des volontaires.

Malgré cette force imposante, la taxe & les emplettes ne discontinuèrent pas dans plusieurs gros magasins. On ne cessa que quand ils furent tout-à-fait vides. Et ce qui prouve bien que ce n'étoit pas le vrai peuple qui fit les honneurs de cette journée, c'est que chez plusieurs chandeliers on s'empara du suif en pain après avoir cassé les moules ; c'est que des paquets de chandelles de cinq livres ne furent payés que 25 sous ; c'est que d'autres donnèrent en paiement des chiffons de papiers ployés, comme s'il y eût eu des assignats dedans, & il ne s'y trouva rien. D'autres, encore plus coupables, prenoient l'argent, comme pour hâter le débit, & le gardoient pour eux. Un particulier avec l'uniforme de commissaire des guerres entra chez un chandelier rue de Seine ; la patrouille stationnaire devant la porte lui fit place, croyant qu'il étoit envoyé pour rappeler les délinquans à l'ordre ; point du tout, c'étoit pour faire aussi sa provision.

Quant tout le mal à peu près fut consommé, on avisa aux moyens d'y parer (1). Le conseil général de la com-

(1) Nous devons à la vérité de dire que plusieurs commandans mune

munie remit en vigueur le droit de patentes, & se disposa à saisir toutes marchandises déposées chez les particuliers dépourvus de titres constatant leur profession.

Le général, pour atténuer ses torts, mit en lumière ceux des sociétés populaires qui en effet n'ont ouvert la bouche qu'après la catastrophe. Aux jacobins, Dubois de Crancé avoua que depuis quinze jours il savoit ce qui devoit se passer à Paris; des lettres lui avoient appris que le coup étoit ménagé de longue main à Londres. Si cela est, eh! pourquoi donc les jacobins n'en ont-ils pas prévenu leurs compatriotes? Lors de la première émeute du faubourg Saint-Marceau pour le sucre, attendirent-ils la dernière extrémité pour afficher une adresse & éclairer le peuple?

Au lieu de crier contre les *marchands*, la commune n'auroit-elle pas dû porter un œil scrutateur sur ces *magasiniens* obscurs & sans patente; tels que celui de la Croix-Rouge, chez lequel on trouva seize tonneaux de sucre & point de patente? Voilà un véritable accapareur; les vrais accapareurs ne sont pas en boutique; quoique pourtant dans ces temps d'une trop juste défiance, plusieurs épiciers aient bien pu déposer chez leurs amis des marchandises, dans la crainte de ce qui leur est arrivé lundi dernier, nous conviendrons en même-temps que parmi ceux-ci il y en eut qui en agirent ainsi par un sentiment moins excusable que celui de la crainte; mais c'est ce qui demande à être vérifié avec soin, pour être puni avec sévérité.

Il y a de gros négocians qui depuis plus de trente années sont dans l'usage de fournir les détaillans; & ceux-ci ne sauroient se passer des premiers, dont quelques-uns d'ailleurs sont connus pour gens de probité; toute la fourniture de Paris repose sur eux; s'en prendre à eux c'est mal entendre ses intérêts. Car il faut bien distinguer l'épicerie des autres marchandises: on tire presque toute l'épicerie de l'étranger, & on ne peut le faire qu'en grande quantité à la fois. Les petits marchands n'ont pas assez de crédit, & ne débitent pas assez pour s'approvisionner directement, en Angleterre, en Hollande, &c.

de bataillons demandèrent des ordres pour dissiper les attroupemens, mais ils ne furent point écoutés.

d'indigo , de vanille , de sucre , de café , &c. ils ont recour aux gros négocians , sans lesquels nous n'aurions pas de quoi fournir aux manufactures les matières premières. Il faut donc qu'il y en ait des dépôts considérables dans les grandes villes de l'intérieur , comme il y en a sur les places maritimes & dans nos ports. Il ne faut donc pas confondre ces amas & ces débarquemens avec les accaparemens inciviques ?

Les gros marchands ont eu un tort , c'est de n'avoir pas conjuré l'orage qu'il leur étoit aisé de prévenir , en instruisant le peuple des véritables causes du renchérissement subit des denrées , & en lui faisant sentir les suites d'une taxe arbitraire , ou tout à fait disproportionnée avec la valeur intrinsèque de chaque chose. Ils auroient facilement fait comprendre à l'ouvrier que pour peu qu'il jette de la défaveur sur les grands dépôts de ces matières premières , il s'expose à manquer incessamment d'ouvrage , par l'absence de ces objets que les négocians ne seront pas d'humeur à faire venir de si loin , & à leur risque & péril , pour éprouver la scène du 25 février.

C'étoit aux magistrats , aux administrateurs à qui rien ne doit être étranger de ce qui intéresse le repos & l'existence du peuple , c'étoit aux jacobins , qui s'attribuent la surveillance sur les autorités , & sur toutes les classes de citoyens , d'aller , aux premiers murmures des pauvres , prendre des renseignemens certains chez les riches marchands , chez les grands spéculateurs , & servir comme de médiateurs entre la classe opulente & la classe mal-aisée de la république. C'étoit à eux de désigner à la justice d'abord , & à son défaut , à la vindicte publique , les agioyeurs , les accapareurs bien reconnus. Car enfin de grosses tonnes de sucre , de fortes balles de café ne sont pas invisibles & tiennent de la place.

Ces mesures aussi simples que sages eussent suffi , & eussent rendu impuissant tout l'or de Pitt , de François ou de Guillaume. Mais les causes principales de la journée du 25 ne viennent pas seulement de l'étranger ; elles sont dues à ceux qui ont le glaive de la loi , la force publique , & l'opinion à leur disposition. Aucun d'eux n'a fait son devoir. Voici les suites affligeantes qui vont résulter de leur inexpérience , ou si l'on veut de leurs faux calculs.

Ceux qui n'ont pas de plus grand plaisir que de déni-

grer la révolution, ne manqueront point de rapprocher le 25 février 1793 & du 2 septembre 1792, ils diront que l'une de ces journées conduisoit droit à l'autre : de la violation de la sûreté personnelle à celle des propriétés il n'y a pas un grand intervalle ; & l'événement, ajouteront-ils, ne justifie que trop ce principe politique.

Tous les gens paisibles qui par leur masse & la consommation qu'ils faisoient, conservoient à Paris un reste de son ancienne consistance, vont sortir, s'éparpiller dans les campagnes, où ils espèrent être plus tranquilles, & laisseront le champ libre aux intrigans, aux fripons accourus de tous les points de la république.

On va nous répéter aussi jusqu'à la satiété que pareils événemens n'ont jamais souillé la monarchie, & que l'absence d'un roi en est seule la cause ; & déjà cela s'est dit dans les groupes & sur la place publique ; déjà beaucoup de gens disent que la liberté coûte trop cher, & que le meilleur régime est celui sous lequel on a le sucre, le savon & la chandelle au meilleur marché.

Plusieurs maisons de commerce hollandaises, anglaises, américaines, se proposoient de transporter leurs pénates en France, & sur-tout à Paris, pour y jouir de toutes les franchises & de toute la protection des états vraiment libres. La nouvelle du 25 février fera replier leurs voiles ; ils ne voudront plus habiter un pays où les propriétés de l'homme honnête ne sont point respectées. (1)

Le commerce intérieur souffrira encore plus que l'autre, & les privations de tout genre vont se faire sentir ; le nécessaire même manquera, bien loin de pouvoir se procurer le superflu : on aimera mieux placer ses marchandises, pour un moindre gain, dans les départemens qui n'ont pas donné le mauvais exemple de Paris. Puissent-ils ne pas imiter cette ville en possession, jusqu'à ce moment, de donner la première impulsion aux autres sections de l'empire (2) ! Et que diront, au récit de la

(1) Marat, quelques jours avant le 25 février, conseilloit à l'un de ses intimes de ne point acheter de maisons à Paris.

(2) On a voulu faire à Bordeaux une répétition de la journée du 25 février, mais cela n'a pas réussi ; la garde nationale a contenu les malveillans.

journee du 25 février, les peuples à qui nous prêchons la liberté & le républicanisme ! Nous aurons bonne grace de leur traduire la déclaration des droits & des devoirs du citoyen. Comme les despotes & leurs ministres vont tirer parti de cette désastreuse journée, pour rattacher leurs sujets au joug ! Ils n'attendent leurs succès que de nos fautes.

Des considérations plus près de nous encore, doivent nous occuper en ce moment. Paris, qui a déjà tant souffert de la révolution, doit s'attendre à voir quantité de marchands, gros & petits, cesser tout commerce & fermer boutique ; & beaucoup, soit par nécessité, soit de mauvaise foi, refuseront de payer aux échéances. Peut-on tenir ses engagements sous un régime qui ne sait pas parer les atteintes portées à la propriété ? Les dettes du commerce cessent d'être sacrées, quand les loix cessent de le protéger & de le garantir. Où il n'y a plus de sûreté, il n'y a plus de confiance.

La journée du lundi n'en inspirera pas beaucoup dans les lumières & les mesures du comité de sûreté générale. Lui qui fait tout, qui devine tout, de pareilles scènes se passent à sa porte, sous ses yeux ! Les douze ne s'exposent-ils pas à s'entendre dire : Vous êtes bien mal servis ou bien mal intentionnés, & à quoi nous êtes-vous donc utiles ? Jusqu'à ce moment, de quels biens vous sommes-nous redevables ? Quels maux avez-vous empêchés ? De grands services pouvoient seuls justifier votre institution inquisitoriale de sa nature. La chose publique & les fortunes particulières devoient avoir en vous une sauve-garde. Qu'avez-vous fait pour la patrie ? Ce n'est pas votre faute, si la guerre civile n'a pas éclaté lundi dernier ; elle tenoit à un fil.

N'allez pas dire que la journée de lundi étoit un jour d'insurrection ; ne profanez pas ce saint devoir ; une insurrection est un combat à mort entre les opprimés & les oppresseurs, mais non pas entre le riche & le pauvre. Des hommes libres sont amis de la justice ; des hommes libres ne violent pas la propriété de tous pour châtier quelques accapareurs ; des hommes libres ne s'insurgent pas pour du sucre & du café ; des hommes libres assemblés dans leurs sections ne font point un arrêté semblable à celui de la section des Quatre - Nations, qui

porte en toutes lettres la consigne aux patrouilles de ne rien dire en passant aux femmes égarées ou payées, qui mettent sans dessus dessous tout un magasin, & de n'admettre parmi les citoyens armés pour le maintien des propriétés, aucun de ceux-là même dont on viole en ce moment la propriété.

Des hommes libres & dignes de la liberté ne vont pas disant, comme l'a dit Jacques Roux, le prêtre, dans la sienne, & comme il l'a répété en plein conseil-général de la commune, comme l'ont dit plusieurs Jacobins en pleine tribune, que lundi 25 février étoit une belle journée, qu'elle eût été plus belle encore, s'il y avoit eu quelques têtes coupées. Comme vous, autant que vous, nous avons applaudi à la chute de celle de Louis XVI; comme vous, autant que vous, nous excé-rons les accapareurs & l'aristocratie des riches. Nous pensons qu'il est juste d'imposer le bien de ces égoïstes pour qui la patrie n'est pas en danger tant qu'ils ne courent aucun risque; nous pensons qu'il faut faire rendre gorge, de gré ou de force, à ces agioteurs avides, à ces spéculateurs âpres qui profitent du malheur des temps & de la détresse du pauvre pour centupler leurs capitaux; mais nous nous élèverons de toute notre force contre ces taxes arbitraires sur les propriétaires, faites à force ouverte par des brigands couverts du manteau sacré de l'indigence; nous pensons qu'il faut respecter la propriété à l'égal de la vie du citoyen; la patrie seule peut en disposer: & s'il est des âmes honnêtes, mais égarées, qui aient pu applaudir à cette journée, il suffira pour les ramener de leur dire que les violences exercées lundi servent mieux nos ennemis qu'une bataille gagnée sur nous. Que les bons citoyens rougissent de leur erreur & reculent d'effroi à la vue du précipice sur le bord duquel on les a conduits; les cabinets de Londres, de Berlin, de Vienne, de Turin, de Madrid & de Rome, en apprenant ce qui s'est passé à Paris le 25 février, s'en féliciteront aussi, comme on l'a fait aux tribunes de la commune, aux Jacobins, & presque dans toutes les assemblées de section.

Et toi, peuple bon & juste, mais pauvre & malheureux! pense donc que le plus pauvre a aussi sa propriété; en te poussant chez plus riche que toi, pense donc que tu autorises la représaille du plus pauvre envers celui qui l'est moins. Pense donc que le pillage ne porte ni profit ni hon-

neur, & mène droit à la guerre civile; nous en avons vu le moment lundi passé. Si tous les citoyens s'étoient armés, si une patrouille de propriétaires aisés eût rencontré une autre patrouille de propriétaires moins aisés, la première marchant pour défendre ses propriétés, la seconde pour taxer ces mêmes propriétés, qui eût empêché qu'elles n'en vinssent aux mains, les uns les autres se traitant réciproquement d'accapareurs & de brigands? En faut-il davantage pour voir couler des ruisseaux de sang, dans chaque rue, devant chaque maison?

Peuple de Paris qu'on égare, pour te rassurer sur la honte de la journée du 25, on l'appellera *la seconde justice du peuple*. On te dira que tu n'es pas plus coupable en pillant les accapareurs de 1793, que tu ne l'étois en immolant les contre-révolutionnaires de 1792. Ah! n'en crois rien, & ne te fais pas illusion; la journée du 2 septembre n'a rien de commun avec celle du 25 février. Quand tu te portas aux prisons, tu ne fis que prévenir le coup qu'on te préparoit dans l'absence de tes plus ardens défenseurs partant pour la frontière; tu ne rentras chez toi que couvert d'un sang ennemi. Mais quand on te poussa dans les boutiques, tu en sortis chargé de marchandises pillées ou achetées bien au-dessous de leur valeur. Vois la différence de ces deux momens. Autant tu fus grand & révolutionnaire le 2 septembre, autant on te rendit vil & criminel le 25 février. Si la famine t'eût précipité chez les boulangers.... mais non; c'est pour l'appât d'un peu de sucre, d'un peu de café, que cinquante personnes vont faire bravement le siège d'un comptoir d'épicier!.... A ces traits, on a peine à reconnoître un peuple républicain. Un peuple républicain s'y prend autrement pour châtier les accapareurs & niveler les fortunes.

Au numéro prochain nous donnerons quelques idées sur la taxe des denrées de première nécessité,

Troubles de Lyon.

Cette ville vient d'être le théâtre de nouveaux désordres. On fait que dans les premiers jours de février il y fut fait une visite domiciliaire; cent cinquante personnes suspectes furent arrêtées & mises dans les prisons. Nivière Chol, maire de Lyon, n'avoit point été de l'avis de cette visite, & avoit donné sa démission. Depuis ce temps une fermentation

bourde régnoit dans la ville, on accusoit la société centrale de complots sanguinaires, & Challier, un de ses membres & président du tribunal criminel, d'avoir proposé, dans une société, de placer une guillotine sur le pont S. Clair, & une sur la place des Terreaux pour y exécuter les proscrits. Le 18 février au soir on annonça que le résultat du scrutin proclamait à une majorité de 8000 voix sur 9000, le citoyen Nivière Chol pour maire; à l'instant il se forme un attroupe-ment qui se porte à la maison du maire pour lui apprendre sa nomination à travers les acclamations de la joie; il étoit absent. (*Nous suivons ici le récit textuel d'un témoin qui est sur les lieux, & qui est connu pour avoir bien mérité des Jacobins*).

Un rassemblement nombreux couvrait la place du grand Collège, où demeure Challier, quelques voix demandoient sa tête, mais aucune violence ne fut commise dans son domicile; de la maison de Challier on se porte dans la salle du club; tout est fracassé, les bancs sont brisés, les statues de la liberté & de J. J. Rousseau sont enlevées de la salle; les registres, les papiers entassés dans une manne sont portés au département séant à l'hôtel commun; mais la garde est respectée, les porteurs entrent seuls: vive la liberté, vive la république, respect à la loi, à la garde, aux personnes, aux propriétés, à bas Challier, que la loi le punisse, qu'il soit banni de la ville: voilà les seuls cris qui se font entendre. Cependant ces rassemblemens devoient inquiéter le conseil de la commune. Une force armée rassemblée sans bruit, renforçoit l'hôtel de ville. On entend crier sur la place: on a enfermé nos frères dans la salle du Centre. La foule se porte sur la rue du Garet; les avenues étoient occupées par des gardes; ils fondent sur ces hommes désarmés, les dispersent; des coups de feu se font entendre, la salle du Centre est investie par la force armée; il étoit alors onze heures du soir.

Plusieurs de ceux qui avoient brisé les bancs & les bureaux furent arrêtés & renvoyés à la police correctionnelle.

Plusieurs députations de différentes sections vinrent à différentes fois déclarer qu'elles vouloient rester en permanence. La municipalité députa à ces assemblées pour les inviter, au nom de la loi, à se dissoudre: refus formel. Des commissaires sont envoyés à l'arsenal pour faire sortir des canons, & pour demander aux citoyens armés de cette section, en vertu de quel ordre ils s'étoient rendus en armes à l'Arsenal. Refus de leur part de répondre. Ordre aux dé-

putés de se retirer. Deuxième députation de la part de la municipalité & du district de la ville, réunis, à la tête de deux cents hommes armés. A leur approche, la garde de la section de l'Arsenal crie : alte - là, en joue; ils arment leurs fusils. Au nom de la loi, s'écrie un officier municipal, vous ne devez ni ne pouvez nous refuser l'entrée; & en même temps il relève l'un des fusils, & passe outre. Les députés sont entourés d'hommes armés; nous ne connoissons, leur dit-on, ni loix, ni autorités constituées. Ils se retirent & dressent procès-verbal. Le rapport en est fait au conseil municipal. Laussel procureur de la commune lance un mandat d'arrêt contre Coindre, avoué, l'un des rebelles de la section de l'Arsenal. Riard, chef de légion, est requis de se transporter au domicile de Coindre qui étoit absent.

Cependant le conseil de la commune croit devoir faire conduire les prisonniers renvoyés à la police correctionnelle dans les prisons de Roanne. Pour pourvoir à la sûreté de leur translation, on les fait accompagner de toutes les gardes qui garnissoient l'hôtel commun; il ne restoit plus autour de la municipalité que le poste ordinaire. Un attroupement s'avance en criant : à bas la municipalité ! la tête de Challier & de Laussel. La garde du poste ne peut pas contenir les attroupés; ils se précipitent dans l'hôtel-de-ville; la municipalité descend, fait bonne contenance. Plusieurs officiers municipaux sont insultés, frappés; l'écharpe de l'un d'eux est déchirée. Un détachement de troupes de ligne arrive à propos, l'attroupement se disperse, ainsi qu'un autre qui s'occupoit à clouer devant l'arbre de la liberté, la statue de cette déesse trop méconnue, & le buste de Jean-Jacques (1). Une nouvelle perquisition se fait dans la salle du comité central. Deux particuliers qui s'y étoient cachés sont arrêtés & conduits à la municipalité : l'un d'eux étoit le domestique d'un émigré.

On fouille ses papiers, on y trouve plusieurs libelles concernant Louis XVII. Cet homme est renvoyé, comme les autres, à la police correctionnelle. Un détachement nombreux le reconduit à Roanne; dans la rue Saint-Jean,

(1) Si l'on doit en croire Gorfus ces deux statues furent religieusement placées à l'arbre de la liberté, & c'étoit à cet effet qu'on avoit cloué à l'arbre un support pour les recevoir.

on l'assassine. Un de ses conducteurs ; dit-on ; lui plonge la baïonnette dans le ventre.

Le conseil général de la commune étoit en permanence : il envoie au département différentes invitations de se rendre auprès de lui , pour prendre ensemble de grandes mesures. Le département n'étoit pas assemblé ; on propose dans le conseil de la commune de requérir la troupe en garnison à Vienne , à Montluel & à Villefranche : la proposition est adoptée. A sept heures , & après une nouvelle invitation , le président du département & un membre arrivent. Les corps administratifs réunis arrêtent alors qu'une députation se transportera au poste du bataillon de l'Arse-
nal , pour le sommer , au nom de la loi , de se dissoudre : les canons sortent ; cependant la députation leur permet d'approcher. Après différentes observations faites par les députés , ils se retirent sans succès.

Une députation des amis de la liberté & de l'égalité vint demander alors que les trois corps administratifs réunis les réinstallassent dans le lieu de leurs séances accoutumées.

Une députation accompagna aussi-tôt les clubistes qui rentrèrent triomphalement dans le lieu de leurs séances , & y reportèrent aussi-tôt la statue & le buste que l'on avoit transportés sur la place des Terreaux. Une force armée nombreuse environna la salle & les avenues , & des imprécations énergiques accompagnèrent la marche.

La société se forma bientôt en présence d'un peuple nombreux. On propose de célébrer le triomphe ; aussi-tôt on se porte en foule sur les Terreaux autour de l'arbre de la liberté. Là on entonne le cantique des Marseillois. La veille on avoit crié vive Nivière-Chol , à bas Challier ; ce jour on crioit vive Challier , à bas Nivière-Chol. Ce dernier n'a point accepté la place de maire. Une proclamation du corps administratif a rétabli le calme.

Le rapport de ces événemens a été fait lundi dernier à la convention , par Tallien , au nom du comité de sûreté générale ; il s'en faut beaucoup qu'il ressemble à celui que nous venons de citer. Voici comme Tallien raconte les faits dans son rapport :

« Au moment où nous vous parlons , la contre-révolution s'opère à Lyon. Les aristocrates , qu'on disoit ici avoir quitté la ville , par la terreur que leur avoient inspirée les visites domiciliaires , viennent de se montrer avec plus d'audace que jamais. Le club central vient d'être
N^o. 190. Tome 13.

détruit, ses archives enlevées, ses effets brûlés sur la place publique; le feu a été mis à l'arbre de la liberté, & l'auroit réduit en cendres, sans le courage de quelques patriotes qui, épars & poursuivis par les poignards, se sont cependant ralliés pour sauver ce fanal des bons citoyens. La statue de la liberté & le buste de Jean-Jacques Rousseau, placés dans le lieu des séances du club central, ont été enlevés, cloués à l'arbre de la liberté, & exposés aux insultes des aristocrates, des femmes à pelisse, des muscadins, qui dansèrent autour une farandole. Le tribunal du district fut obligé d'interrompre ses séances; les membres se réfugièrent à la maison commune. Les portes de l'arsenal & la poudrière sont entre les mains des contre-révolutionnaires. Nivierre Chol, cet homme qui avoit si lâchement abandonné son poste, au moment où lui-même annonçoit un grand danger, vient d'être réélu par les aristocrates, qui, pour la première fois, sont allés dans leurs sections, & en ont exclu les Sans Culottes ».

Nous ne prononcerons rien entre ces deux versions. La convention a envoyé à Lyon trois commissaires, Bazire, Legendre & Royère, pour prendre connoissance des faits. Pour prononcer, nous attendons leur rapport.

Nouvelles des armées.

Le printemps n'est pas encore arrivé, & déjà nous sommes vainqueurs au midi & au nord. Le 14 de février les troupes de la république ont remporté dans le midi un avantage dont voici les détails officiels:

« Un corps de troupes autrichiennes & piémontaises, fort de 2000 hommes, s'étoit rassemblé à Sospello, & menaçoit les postes avancés de Nice. Les généraux Brunet & Dagobert, commandant sous Biron, & n'ayant avec eux que 8 à 900 hommes, eurent ordre de prévenir les ennemis, & de les attaquer eux-mêmes dans Sospello.

» Les dispositions de ces deux officiers généraux furent faites avec le plus grand talent, & eurent le plus heureux succès; elles couvrirent l'infériorité du nombre, & la valeur des troupes françaises y suppléa. L'attaque a été très-courageuse, & la défense opiniâtre. Les ennemis ont été repoussés, & ont eu environ 50 hommes tués ou blessés,

Nous leur avons fait en outre 300 prisonniers ; parmi lesquels se trouve le major Strafaldo , cousin du général de ce nom , & plusieurs officiers. Nos troupes ont observé un ordre & une discipline admirables. L'artillerie a déployé sa supériorité ordinaire ».

Quant à nos succès dans la Flandre hollandaise , voici le compte qu'en a rendu le ministre de la guerre : son style , ses éloges empoulés sentent l'ancien régime ; mais il ne faut pas s'en étonner , c'est un ami de Dumourier.

« Je viens annoncer à la convention la nouvelle & les détails de la prise importante de Bréda. Cette conquête , qui est pour nous l'augure le plus heureux , le gage le plus certain du succès de nos armes , est due aux savantes & audacieuses dispositions du général Dumourier , & à la valeur incroyable des troupes qu'il commande , que son génie enflamme , & qu'une confiance entière en lui rend invincibles. L'expédition faite par l'aile droite de l'armée de Dumourier , a été conduite par le général d'Arson ; il a déployé dans l'attaque & le siège de cette place ces connoissances supérieures , cette activité infatigable qui l'auroient jadis conduit à l'immortalité , si à cette époque son génie n'eût été arrêté par la jalousie des chefs sous lesquels il combattoit à Gibraltar. Aujourd'hui que , libre de ces entraves honteuses , & qu'il sert à la fois la cause de la liberté & son amour pour la gloire , il va développer ses grands talens , & sera un des plus fermes soutiens de Dumourier dans l'entreprise mémorable que son audace lui fait tenter ».

« Bréda est soumis ; une garnison française y est établie ; le comité des bataves libres y est formé , & c'est de cette ville que vont sortir les premiers principes de la liberté hollandaise. Klunderth & Williamstalt , dans lesquelles il existe à peu près 200 pièces de canon , étoient en feu , & sont sans doute prises en ce moment ; Berg-op-zoom , Tholent & Streebergen sont investies & bloquées hermétiquement ; Gertraydemberg est attaqué ; le commodore Moulizon a ordre d'aller brûler l'escadre hollandaise , sous le fort de Batz ; enfin tous les points de la Flandre hollandaise , pressés & envahis de toute part , vont bientôt nous livrer passage vers les plus belles provinces de la Hollande. Le parti orangiste consterné , tremble ; le parti patriote s'élève chaque jour , & nous appelle. J'aurai sans doute , sous peu de jours , à vous informer de tant de

brillantes conquêtes. La terreur de nos armes se répand par-tout ; la bravoure du soldat lui fait vaincre tous les obstacles que la nature & l'art peuvent lui opposer , & les victoires qu'il remporte alimentent notre armée , & suppléent à l'incroyable dénuement dans lequel elle se trouve.

» Nous trouvons les plus grandes ressources dans le pays que nos armes soumettent. Déjà on nous a fourni plus de 100,000 florins , & c'est à qui apportera de l'argent aux défenseurs de la liberté ».

« Je voudrois pouvoir mettre sous les yeux de la convention nationale , les noms de tous ceux qui se sont déjà distingués , & je remplirai ce devoir à mesure qu'ils viendront à ma connoissance. Jusqu'ici ceux du général d'Arson , du colonel Westermann , de l'aide-de-camp Philippe Devaux , du colonel d'artillerie Labayette , du lieutenant-colonel d'artillerie de Lamartinière , du très-habile capitaine du génie Senarmont , sont les seuls qui m'aient été transmis ».

« La capitulation de Bréda a été signée le 24. Cette place a été annexée au commandement du général Marassé , & le citoyen Custer y a été établi commandant temporaire , avec une garnison de deux bataillons ».

« A l'instant je reçois la nouvelle que d'Harville a débûsqué les troupes de Beaulieu du poste de Laroche , après une fusillade très-vive ».

Une chose qui étonne de plus en plus , c'est que depuis le temps que l'on s'occupe des approvisionnemens , notre armée du nord manque encore de tout. Nos pourvoyeurs prétendent-ils encore que cette année nous faisons la guerre sans habits ? Ou nos généraux , pour rehausser leur gloire , veulent-ils nous donner à croire qu'ils n'ont d'autres ressources qu'eux-mêmes ?

Pendant que Dumourier s'ouvre d'un côté un passage en Hollande , Miranda bombarde Maëstricht ; les dernières nouvelles portoient que cette ville étoit en feu. Quelle horrible extrémité ! Faut-il rendre aux Hollandais le mal que les Autrichiens nous ont fait ? Liberté , liberté ! est-ce par le fer & la flamme qu'on parvient à faire aimer les loix ?

N. B. Quoique nous différions encore l'examen du plan de constitution présenté par le comité de la convention , néanmoins comme on doit recueillir le plus de lumières



possible pour discuter cet important ouvrage, nous publions les idées suivantes, qui sont le fruit du travail d'un citoyen, mais qui n'appartiennent en rien au Journal des Révolutions de Paris.

Quelques idées sur une constitution populaire pour un grand état.

O navis! O quid agis?

Tout homme est homme, tout homme n'est qu'homme.

Dispositions générales. Art. I^{er}. La république est une & indivisible; le peuple considéré intégralement est souverain; il a délégué l'exercice de sa souveraineté aux assemblées primaires & aux conseils & magistrats constitués, selon le mode prescrit.

II. Le territoire de la république est divisé en cent cinquante départemens, & les départemens en communes.

Nota. *L'aggrandissement du territoire sera probablement une cause de dissolution; mais si l'on est déterminé par des circonstances impérieuses à s'étendre jusqu'à certaines bornes naturelles, il faudra ajouter trois ou six départemens.*

III. Le peuple souverain est composé des hommes que la loi reconnoît pour citoyens.

Des individus. IV. La loi reconnoît pour citoyens ceux qui sont nés sur le territoire de la république & y ont conservé leur domicile, & ceux qui étant nés ou ayant habité durant cinq ans sur un territoire étranger, ont fixé depuis dix ans leur domicile sur celui de la république, à la charge, 1^o. d'être âgés de vingt-un ans; 2^o. d'avoir promis fidélité à la république & à ses loix; 3^o. d'avoir domicile dans l'enclave d'une commune depuis quatre ans; 4^o. d'appartenir à une famille dans la même commune, par les liens naturels ou par l'affiliation; 5^o. d'être inscrits sur les registres civils & militaires du dénombrement.

V. La loi assure la liberté individuelle de toutes les personnes; ainsi nul ne peut être contraint de faire ce que la loi n'ordonne pas, ni empêché de faire ce qu'elle ne défend pas.

VI. L'obéissance est due à la loi & aux magistrats; nulle réclamation n'en dispense, & le recours aux voies & autorités supérieures n'est ouvert qu'après l'obéissance.

VII. Toute personne a la liberté de laquelle il est at-

tenté autrement qu'en vertu de la loi & selon ses formes, a le droit de résister, & toutes autres personnes de l'aider dans sa résistance, par tous les moyens qui sont en leur pouvoir. Toute personne légalement arrêtée & détenue, doit être mise en liberté, si un citoyen solvable se rend sa caution, les cas de crimes capitaux exceptés.

VIII. La loi assure l'inviolabilité des propriétés ou la juste & préalable indemnité pour celles dont l'intérêt public exige le sacrifice.

Des familles & de la refonte des mœurs d'après le principe de l'égalité. IX. Tout citoyen a ses enfans en sa puissance jusqu'à l'âge de vingt-un ans, comme magistrat constitué sur eux. A défaut du père, la puissance appartient à la mère, & successivement au tuteur.

X. La famille est composée de plusieurs individus ayant un nom commun.

XI. Le mari entre dans la famille de sa femme, ou l'attire dans la sienne.

XII. Chaque famille a son chef, choisi parmi ses membres mariés.

XIII. Les femmes n'ont entrée & voix dans les assemblées de famille, qu'après l'âge de trente ans. Les enfans mâles y entrent dès l'âge de quatorze ans, & ont voix à vingt-un ans. Le célibataire âgé de trente ans est privé de la voix.

XIV. Si une famille est assez nombreuse pour composer la sixième partie des habitans de la commune elle sera partagée, par l'assemblée des chefs de famille en deux ou trois familles; ou si elle est réduite à la pauvreté & insuffisante pour ses charges, l'assemblée des chefs de famille en disperse les membres dans les autres familles de la commune.

XV. Celui qui ayant domicile dans l'enclave d'une commune depuis deux ans, n'y appartient à aucune famille, peut se présenter à l'assemblée des chefs de famille, qui lui assigne l'une des familles de la commune & l'y déclare affilié.

XVI. Toute famille est chargée de ses pauvres, & plus, tout citoyen non pauvre paie, entre les mains du chef de sa famille, en proportion progressive de sa fortune, une taxe annuelle, appelée de l'égalité. La taxe du célibataire est double. Les non-citoyens paient même une taxe double, réglée par les comités des communes.

munes, exigée par les centainiers, versée ensuite dans les mains des chefs des familles. Le produit de toutes les taxes forme un ou plusieurs lots, selon la richesse & la population de la commune. Dans les communes de campagne, chaque lot est destiné à l'achat d'une propriété foncière, & dans les villes à former un établissement d'art ou de fabrique.

XVII. De trois ans en trois ans, au moins, chaque famille présente deux sujets pauvres, mariés, de bonnes mœurs. Dans le nombre des sujets présentés, l'assemblée des chefs de famille en choisit autant qu'il y a de lots, & les sujets choisis sont mis en possession des lots par les chefs de famille, un jour de fête, en présence du peuple & au son des instrumens.

XVIII. Nulle donation, nul testament ne peut être fait par aucun citoyen que dans l'assemblée de la famille, convoqué par le chef, & la loi règle la légitime qui est due aux pauvres de la famille du citoyen mort sans enfans.

XIX. La loi règle la juridiction des pères, des tuteurs, des familles, des chefs de famille, laquelle a pour objet les mœurs, est indépendante de la juridiction publique, & a droit, dans ce qui la concerne, à la même obéissance.

XX. Lorsqu'un citoyen a obtenu une récompense publique, ou lorsque, sortant de charge & soumis à la censure, il a été déclaré avoir bien mérité, sa famille est convoquée dans la maison de son père, de sa mère, de son tuteur ou du chef de la famille, un jour de fête, & les autres chefs de famille vont au-devant de la maison, remercier & féliciter la famille au nom de la patrie, en présence du peuple & au son des instrumens.

XXI. La dépense & la fréquence des repas de famille est modérée par des réglemens faits par l'assemblée des chefs de famille.

Nota. Cette institution de familles présente quelque chose de bizarre, mais les idées anciennes doivent disparaître dans le système nouveau. Il n'y a d'ailleurs pour soutenir l'égalité nulle mesure suffisante que celle qui répare insensiblement les brèches qui lui sont faites; enfin une institution bizarre a ce mérite qu'elle attache les hommes: on en a eu la preuve à Sparte, dans les Indes, à la Chine, dans nos moines, dans toutes les religions. On aime mieux sa patrie, lorsqu'on n'en retrouve pas ailleurs les mœurs & les usages.

Des assemblées primaires. XXII. Les assemblées primaires se forment par communes & sections de communes. Tous les citoyens y ont droit de suffrage ; mais ce droit est suspendu à l'égard de ceux qui sont en état d'accusation & des serviteurs à gages ; les faillis , les dégradés par jugement en sont privés.

XXIII. Le vœu de la majorité des assemblées primaires , légalement émis , est réputé le vœu national.

XXIV. Les assemblées primaires se tiennent en plein air.

XXV. Les citoyens âgés de cinquante ans , les chefs de famille , les instituteurs & ceux qui ont obtenu des récompenses publiques , ou qui ont été déclarés avoir bien mérité , sont désignés dans les assemblées sous le nom d'anciens ; ils ont le droit d'y apporter des sièges & d'être assis.

XXVI. Il est défendu de se présenter armé aux assemblées primaires.

XXVII. L'assemblée primaire d'une commune simple ou d'une section de commune , doit être convoquée extraordinairement , sur la demande de la sixième partie des citoyens ; celles d'une commune composée , sur la demande d'une section , s'il y en a six & au-dessous ; sur celle de deux sections , s'il y en a sept & au-dessus , jusqu'à douze , & ainsi en suivant.

XXVIII. Les assemblées primaires d'un département doivent être convoquées extraordinairement , sur la demande de la sixième partie des communes , & celles de toute la république , sur le vœu de la majorité des communes de vingt cinq départemens.

XXIX. Toute proposition faite aux assemblées primaires est publiée d'avance , & leur vœu doit être demandé sur l'une des trois formules , *admis , rejeté , il n'est pas clair* , sans que les suffrages puissent être pris sur aucune modification.

Des communes & des registrés du dénombrement. XXX. Toute ville & bourg dont la population est de six mille âmes & au-dessus , forme , avec son territoire , une commune. Les villes dont la population excède quarante mille âmes , peuvent être partagées en deux ou plusieurs communes.

XXXI. Les communes de campagne sont formées de pays & villages contigus.

XXXII. Lorsque dans une commune il y a quinze cents citoyens ,

citoyens ; elle se partage en deux sections ; en trois ; lorsqu'il y en a deux mille cinq cents , & ainsi en suivant.

XXXIII. Chaque commune simple , chaque section de commune a un directeur & un sous - directeur d'assemblée primaire , nommés de deux ans en deux ans.

XXXIV. Les citoyens sont de plus divisés par centaines , qui se composent d'habitans voisins de propre en proche. Deux centaines se forment pour cent cinquante , trois pour deux cent cinquante , & ainsi en suivant.

XXXV. Chaque centaine a un chef sous le nom de centainier , nommé par elle de deux ans en deux ans , lequel se fait remplacer , en cas d'empêchement , par un citoyen de la centaine.

XXXVI. Le dénombrement civil & militaire se fait de cinq ans en cinq ans. Chaque centainier tient pour le dénombrement civil deux registres , sur l'un desquels sont inscrits les noms de tous les citoyens , & sur l'autre sont déclarées toutes les propriétés *avec appréciation* faite par les propriétaires. Chaque directeur d'assemblée primaire tient un registre en quatre parties , à l'effet d'inscrire pour le dénombrement militaire , dans la première , les jeunes gens qui ont plus de seize ans & moins de vingt-un ; dans la seconde , ceux qui ont plus de vingt-un ans & moins de trente-deux ; dans la troisième , ceux qui ont plus de trente-deux ans & moins de quarante-cinq ; & dans la quatrième , ceux qui ont plus de quarante-cinq & moins de cinquante-un ans.

XXXVII. Les rôles d'inscription dressés par communes , sont recensés par départemens , & le recensement général est fait par le conseil exécutif & rendu public.

XXXVIII. Nul n'exerce les droits du citoyen qu'après cinq ans d'inscription militaire.

XXXIX. A l'ouverture de l'assemblée primaire , le directeur , assisté des centainiers , en expose le sujet. S'il s'agit de délibérer sur quelque proposition , la discussion est ouverte , les anciens sont entendus , ensuite les autres citoyens qui veulent parler. Lorsque le directeur & les centainiers jugent que la matière est suffisamment discutée , on va aux voix ; & s'il s'agit d'une élection , le directeur lit la liste des candidats , & l'on va de même aux voix.

XL. Pour aller aux voix , chaque centaine se range séparément en lignes : chaque centainier lit au-devant de la centaine la proposition mise en délibération ou la liste

des candidats ; ensuite il parcourt les lignes & appelle chaque citoyen. Chaque citoyen appelé prononce à haute voix l'une des trois formules , *admis , rejeté , il n'est pas clair* , ou bien le nom d'un candidat. Chaque suffrage est répété par le centainier , qui en tient note. Le tour de voix achevé , le centainier fait le recensement , le proclame , l'écrit , le signe avec deux citoyens de la centaine : enfin le directeur appelle successivement les centainiers , qui déclarent à haute voix , à toute l'assemblée , leurs résultats respectifs ; & le directeur , assisté des centainiers , fait le recensement général , le proclame à haute voix & en écrit l'acte , lequel est signé de lui & des centainiers.

XLI. Chaque centainier fait note des citoyens absens ; les notes sont envoyées aux chefs de famille.

Des électeurs. XLII. Les électeurs sont nommés par les assemblées primaires , parmi les citoyens ayant sept ans d'inscription militaire , sans listes de candidats , à raison de deux pour chaque centaine.

XLIII. Les assemblées électORALES se tiennent en plein air , sont dirigées par un syndic de département , & se partagent en centaines. Les électeurs sont inscrits à mesure qu'ils se présentent ; les centaines se forment successivement dans l'ordre de l'inscription ; le plus âgé de chaque centaine fait les fonctions de centainier , & l'on procède , comme dans les assemblées primaires , à la lecture des listes de candidats & aux élections.

XLIV. Les assemblées électORALES ne discutent ni délibèrent en aucun cas.

Des candidats. XLV. Les nominations aux charges publiques que fait le peuple , immédiatement dans les assemblées primaires , ou médiatement par les électeurs , sont dirigées par des listes de candidats.

XLVI. Un an avant les élections , les registres des candidats sont ouverts dans chaque commune durant un mois. Tout citoyen ayant l'approbation de sa famille certifiée par le chef , peut s'y faire inscrire.

XLVII. Dans le mois suivant , le comité de chaque commune dresse les rôles des candidats inscrits. Les rôles relatifs aux nominations à faire dans la commune y sont affichés ; ceux relatifs aux nominations à faire par les électeurs sont envoyés aux syndics des départemens , lesquels , dans un autre mois suivant , dressent les listes générales & les font afficher dans les communes.

XLVIII. Nul ne peut être inscrit , comme candidat , dans plus d'une commune.

Des magistrats des communes. XLIX. Les magistrats des communes sont les instituteurs chargés de l'instruction des enfans ; les arbitrateurs qui connoissent , sans procédure , des légers différens des citoyens , les policiers qui connoissent de ce qui trouble l'ordre public , & les commissaires formant les comités communaux qui régissent les affaires des communes.

L. Les instituteurs sont nommés dans les assemblées de famille , confirmés par l'assemblée des chefs de famille , & surveillés par les intendans de l'instruction publique.

LI. Les arbitrateurs & les policiers sont nommés de deux ans en deux ans. Les commissaires des communes sont en nombre divisible par tiers & renouvelés un tiers par année. La loi règle les interstices de la réélection.

LII. Chaque année le comité de la commune convoque l'assemblée des centaniers , pour délibérer sur les intérêts de la commune , & arrêter les propositions qui doivent être faites au peuple. Lorsque la commune est convoquée extraordinairement , le comité fait de même précéder l'assemblée des centaniers ; ensuite le peuple est convoqué.

LIII. La loi règle les objets à l'égard desquels les arrêtés des communes peuvent être exécutés sans l'autorisation des départemens.

Des magistrats des départemens. LIV. Les magistrats des départemens sont les intendans de l'instruction publique , les préfets qui président à la police & aux accusations , les prêteurs qui règlent les actions , donnent des juges & font exécuter les jugemens , les questeurs qui dirigent les juges criminels , appliquent & font exécuter la loi , les ordonnateurs civils des milices , & les syndics qui gèrent les affaires des départemens.

LV. Les intendans de l'instruction publique sont pris parmi ceux qui ont été instituteurs , arbitrateurs , policiers ou commissaires des communes. Les préfets , prêteurs & questeurs sont nommés de deux ans en deux ans ; les ordonnateurs de six ans en six ans ; les syndics sont en nombre divisible par tiers , & nommés un tiers tous les deux ans. Ces magistrats sont élus parmi ceux qui ont été arbitrateurs , policiers ou commissaires des communes. La loi règle les interstices de la réélection.

LVI. Chaque département a son conseil , qui se compose de l'un des commissaires de chaque commune ; il est convoqué annuellement pour délibérer sur les affaires du département ; il est de même convoqué avant

les assemblées extraordinaires ; ensuite les assemblées primaires sont convoquées pour émettre leur vœu.

LVII. La loi règle les objets à l'égard desquels les arrêtés des départemens peuvent être exécutés sans l'autorisation des conseils.

LVIII. Le conseil exécutif a des agens dans tous les départemens , par le moyen desquels il exerce sa correspondance & sa surveillance. Nul ne peut être agent du conseil exécutif dans le département où il a son domicile & ses propriétés.

De l'exercice de la police & de la justice. LIX. Chaque commune simple , chaque section de commune nomme des inspecteurs pour agir sous les ordres des policiers.

LX. Les policiers , préfets , prêteurs & questeurs ont leurs greffiers , appariteurs & serviteurs de justice pour exécuter leurs mandemens.

LXI. Les citoyens instruits dans les loix peuvent se faire inscrire au greffe du prêteur pour remplir les fonctions de juges. Les parties nomment elles-mêmes leurs juges parmi tous les citoyens ; le prêteur , à leur défaut , choisit parmi les citoyens inscrits. A l'égard des jugemens criminels , tous les citoyens y sont appelés selon l'ordre établi par la loi.

LXII. Si une partie prétend que la loi a été violée ou inculpe les magistrats de prévarication , sa requête est admise ou rejetée par l'agent du conseil exécutif. Dans le premier cas , l'affaire est portée au conseil exécutif pour décider définitivement de la validité des actes querellés , & donner , s'il y a lieu , l'action contre les prévaricateurs.

Du conseil législatif ou des six cents. LXIII. Le conseil législatif est composé des députés des départemens , au nombre de six cents répartis entre les départemens , selon leur population. Un nombre suffisant de suppléans est nommé. Ce conseil nomme son directeur à terme , & est renouvelé de deux ans en deux ans en entier.

LXIV. Nul ne peut être député au conseil législatif , qu'il n'ait exercé une magistrature de département.

LXV. Le conseil législatif délibère sur toutes les affaires de la république ; il reçoit & juge les comptes du conseil exécutif ; il reçoit & juge les accusations de haute trahison ; il admet les ambassadeurs ; mais pour les détails de leurs missions , il les renvoie au conseil exécutif.

LXVI. Nulle accusation ne peut être intentée contre

les membres du conseil législatif, qu'après que le conseil en a pris connoissance.

Du conseil exécutif ou des cent cinquante. LXVII. Le conseil exécutif est composé de cent cinquante députés, un par département; il est renouvelé par tiers de deux ans en deux ans. Chaque député a son suppléant.

LXVIII. Nul ne peut être député au conseil exécutif, qu'il n'ait atteint l'âge de quarante ans & n'ait été membre du conseil législatif; nul ne peut y être député après l'âge de ~~soixante~~ **cinq** ans; nul ne peut y être député de nouveau ~~qu'à~~ **la** charge du consentement du conseil législatif.

LXIX. Le conseil exécutif est divisé en sections déterminées, d'après la distribution de ses travaux. Chaque section nomme son directeur à terme; & quand tout le conseil est réuni, le plus âgé des directeurs en fait les fonctions. A chaque section sont attachés des ministres ou agens nommés par tout le conseil.

LXX. Le conseil exécutif est chargé de l'administration générale de la république. Les autorités constituées dans les départemens lui doivent obéissance; il discute les décrets du conseil législatif, fait publier & exécuter les lois. Toute mesure urgente est de sa compétence.

LXXI. Nulle accusation ne peut être intentée contre les membres du conseil exécutif, qu'après que le conseil législatif en a pris connoissance.

De la confection des lois. LXXII. Tout décret du conseil législatif est porté au conseil exécutif, qui le discute. S'il l'approuve, la loi est acquise; s'il le refuse, il en déduit les motifs par écrit avec concision.

LXXIII. Le décret refusé retourne, avec les motifs de refus, au conseil législatif, qui le discute de nouveau; & s'il y persiste, il en ordonne l'envoi aux assemblées primaires.

LXXIV. La guerre, la paix & les alliances sont résolues par des lois; mais en cas d'aggression commencée ou imminente, la **défense**, comme mesure urgente, est de la compétence du conseil exécutif.

LXXV. Les lois doivent être entendues & expliquées littéralement. Il est défendu de faire, imprimer & publier, sous le prétexte de les expliquer, aucunes gloses ou commentaires.

Des conservateurs de la constitution. LXXVI. Il y a cinq conservateurs de la constitution, nommés comme il va être prescrit, de cinq ans en cinq ans.

LXXVII. Les électeurs de chaque département nomment deux personnes, en tout trois cents. Le conseil exécutif en fait dresser & publier la liste. Six mois après la publication de la liste, le conseil législatif choisit quarante personnes parmi les trois cents, & le conseil exécutif en choisit dix; en tout cinquante; & sur les cinquante noms, vingt-cinq sont tirés au sort, qui donnent vingt-cinq candidats.

LXXVIII. Le conseil exécutif nomme ensuite quarante membres du conseil législatif, lequel en nomme dix du conseil exécutif; en tout cinquante, qui sont réduits par le sort à vingt-cinq électeurs.

LXXIX. Les vingt-cinq électeurs se réunissent aussitôt, & ne peuvent plus se séparer ni communiquer avec qui que se soit, qu'ils n'aient nommé les cinq conservateurs sur les vingt-cinq candidats.

LXXX. Pour être proposé comme conservateur, il faut être âgé, au moins de quarante-cinq ans & pas plus de soixante-cinq, avoir été membre du conseil législatif, & n'avoir pas encore été conservateur.

LXXXI. Les conservateurs ont le droit, pendant tout le cours d'une session du conseil législatif, d'en exclure dix membres sans déduire aucuns motifs.

LXXXII. Ils ont le droit, lorsque le conseil exécutif a approuvé un décret du conseil législatif, d'en appeler aux assemblées primaires; & lorsque le peuple a délibéré de lui-même, ils ont celui d'appeler une fois du peuple à lui-même.

LXXXIII. Ils sont chargés d'intenter & de poursuivre devant le conseil législatif les accusations de haute trahison.

LXXXIV. En cas de conspiration, désordre ou péril public, les conservateurs peuvent être chargés par une loi de veiller au salut de la république. Quand cette loi est portée, ils ont le droit de décerner des mandats d'arrêt, sans que l'on puisse leur en demander raison. Cette loi n'a d'effet que durant un mois; elle peut être révoquée plutôt. Dans les vingt-quatre heures, après que la loi du péril public a cessé, toutes les personnes détenues d'après les mandats des conservateurs, recouvrent de plein droit leur liberté, à l'exception de celles qu'ils ont accusées & recommandées.

Des milices nationales. LXXXV. Au commencement de chaque année, une loi détermine la force armée que la république doit entretenir dans l'année suivante, d'après les besoins de l'état exposés par le conseil exécutif.

LXXXVI. Les contingens sont réglés d'après le dénombrement ; ceux des départemens par le conseil exécutif, ceux des communes par les ordonnateurs.

LXXXVII. Les bandes, sous quelque dénomination qu'elles soient formées, nomment leurs officiers, jusqu'aux chefs des corps exclusivement. Ceux-ci, ainsi que les officiers-généraux, sont nommés par le conseil exécutif. Nul n'est nommé chef d'un corps levé dans le département auquel il appartient. Tous grades expirent avec l'année. La solde est la même dans tout les rangs, à tant par homme & tant par cheval.

LXXXVIII. Les citoyens commandés selon l'ordre prescrit par la loi, ne peuvent refuser le service militaire. Chaque citoyen commandé se rend équipé & armé ; les familles y pourvoient pour ceux qui n'en ont pas les moyens. Les non-citoyens ne peuvent être employés au service militaire que d'après une loi expresse.

LXXXIX. Dans chaque commune, dans chaque département, il y a des exercices réglés, dont aucun citoyen n'est dispensé.

Nota. Il faut, pour conserver un gouvernement libre, fonder le système militaire dans le système civil, afin qu'un soldat ne soit pas autre chose qu'un citoyen ; mais en proposant cette innovation, il faut observer qu'elle doit se faire insensiblement, 1°. afin que la patrie ne puisse être taxée d'ingratitude envers ceux qui n'ayant été jusqu'à ce jour que militaires, ne sont pas susceptibles d'être autre chose ; 2°. afin de donner le temps à la force vraiment nationale de se composer & de s'instruire : ainsi ce que l'on appelle l'armée de ligne doit s'éteindre progressivement, & non être abolie subitement.

Des contributions. XC. Au commencement de chaque année, une loi détermine la somme nécessaire aux dépenses publiques pour l'année suivante, d'après les besoins de l'état exposés par le conseil exécutif.

XCI. Les contingens sont réglés d'après le dénombrement des propriétés ; ceux des départemens par le conseil exécutif, ceux des communes par les syndics des départemens, ceux des particuliers par les commissaires des communes, & les centainiers sont chargés de la collecte.

XCII. Les contributions indirectes perçues sur les consommations du luxe, sur les importations qui nuisent aux fabriques nationales, & sur les successions collatérales, ainsi que les augmentations progressives de l'impôt direct, exigées des riches, sont ajoutées au produit

des domaines nationaux, du timbre & des amendes, & le tout est arrêté annuellement & appliqué aux besoins de l'année suivante, en diminution de la contribution directe ordinaire.

XCH. La garde du trésor public est confiée au conseil exécutif. Il y a toujours dans le trésor deux années communes d'avance des contributions. Cette avance sert immédiatement aux besoins imprévus, sauf le remplacement; & cependant elle est employée à soutenir des établissemens de prêts publics avec hypothèque, pour venir au secours des propriétaires à un intérêt modéré.

XCIV. Les récompenses publiques en argent n'excèdent jamais les alimens de ceux à qui elles sont accordées.

De la censure du peuple. XCV. La loi prescrit les habillemens distinctifs des membres des conseils & des magistrats, & ils ne peuvent en porter d'autres pendant qu'ils sont en fonctions.

XCVI. Tout citoyen appelé à des fonctions publiques est tenu de faire au comité de la commune de son domicile une déclaration détaillée de sa fortune. A la fin de son exercice, il réitère cette déclaration, avec expression des causes de l'augmentation, s'il en est survenu. Ces déclarations sont rendues publiques dans les communes respectives.

XCVII. Les membres sortant des conseils peuvent être dénoncés par les conservateurs à la censure du peuple.

XCVIII. Les magistrats des départemens peuvent être dénoncés au peuple des départemens respectifs par deux communes, & ceux des communes au peuple des communes respectives, par le nombre de citoyens exigé pour provoquer les assemblées primaires.

XCIX. Les conservateurs sont de plein droit soumis à la censure du peuple.

C. Dans le mois qui suit les dénonciations ou le renouvellement des conservateurs, les assemblées primaires sont convoquées pour exercer la censure.

CI. Les suffrages sont donnés par l'une des trois formules, *il a bien mérité, il a démerité, il ne paroît pas qu'il ait démerité.*

CII. La censure du peuple ne s'applique point à ceux qui sont accusés & poursuivis comme prévaricateurs.

La suite à l'ordinaire prochain.

Ce 2 mars 1793. PRUDHOMME.

sont plus dans le sens de la volonté particulière qui propose, que dans le sens de la volonté générale qui délibère.

Un corps de loix, un véritable code ne sauroit donc être l'ouvrage d'une assemblée. L'unité, la correspondance scrupuleuse avec la constitution n'y seroient point. J'attendrai bien moins sans doute des travaux de plusieurs assemblées successives la conformité que je désire.

L'administration de l'état, &, si je peux m'exprimer ainsi, le courant de la législation sont autre chose. Quand on a une constitution & un corps de loix, il ne s'agit plus de faire, mais de conserver, & le gouvernement représentatif y est plus propre qu'aucun autre.

Alors l'assemblée des représentans n'a point autour d'elle, & dans son propre sein, ces symptômes de révolution qui précédoient la constitution & la rendoient difficile; & si elle rencontre des obstacles, elle a été pourvue de la force qui les surmonte.

On a, pour ainsi dire, un type devant les yeux sur lequel tout doit se modeler, la volonté générale n'est plus confuse, elle est déterminée par l'écriture; des bornes sont posées devant les volontés individuelles.

Le peuple a obtenu ce qu'il désiroit, il n'est plus dans les convulsions de l'incertitude. N'ayant dorénavant qu'à perdre aux changemens, il refuse ses applaudissemens aux novateurs, il place sa confiance où est son estime.

Les incidens sont plus rares, parce qu'il y a un ordre tracé; le gouvernement y obvie par des mesures particulières, & l'ordonnance générale n'en ressent pas l'atteinte.

Des contre-poids sont établis, les rouages de la machine se consolident & se contiennent par leur rencontre. Si une autorité constituée sort de sa sphère, elle y est renvoyée par l'action d'une autre autorité constituée.

Le peuple retourné à ses habitudes exerce une surveillance calme, ou déclare son vœu par les procédés réguliers qui lui ont été réservés. Ayant le sentiment de sa puissance, il en couvre ses représentans, il méprise, il annule les tentatives des agitateurs; il ne se revolte pas contre la loi qui le blesse, il la corrige, il l'abroge.

Je reviens à la constitution: convaincu, après y avoir bien réfléchi, que nous ne pouvions attendre d'une as-

semblée nombreuse la consommation de cette grande entreprise, j'ai recherché ce que l'on pourroit mettre à la place ; voici ce qui s'est présenté à mon esprit :

Quelques hommes feront très-bien ce que plusieurs ne peuvent faire. A mesure que le nombre augmente, le conflit des opinions s'établit ; il est probable qu'un seul homme y seroit plus propre : mais la jalouse partialité des contemporains voudra-t-elle accorder à un seul, à trois, à cinq cette supériorité attachée à la gloire d'avoir donné des loix à son pays ?

Si nous trouvions un plan complet parmi les feuilles posthumes d'un philosophe ; si nous pouvions, dans la même journée, accompagner ses cendres au Panthéon & jurer la loi méditée par lui, je me persuade que nous nous accorderions facilement. L'intolérance des vivans s'apprivoise avec la gloire des morts.

Nous pourrions faire descendre un code du ciel, comme ont fait autrefois d'heureux législateurs, si dans ces temps profanes Dieu n'avoit pas livré les peuples aux combinaisons de la sagesse humaine, & cessé de faire parler la sagesse éternelle.

L'antiquité nous fournit des modèles plus faciles à suivre. Pour appaiser l'envie, un législateur s'éloigna de sa patrie, abandonnant ses institutions à leur propre vertu ; un autre s'immola lui-même à l'espoir de perpétuer une constitution dont la vie fut en effet de cinq cents années. . . . Je demande un citoyen, quelques citoyens prêts à faire à la patrie un noble sacrifice ; je n'exige pas qu'ils cessent de vivre, mais qu'ils cessent de vivre parmi nous. A cette condition, il me semble que nous leur pardonnerions la gloire qu'ils auroient acquise, nous serions déjà la postérité pour ceux que nous ne verrions plus, & dont même nous ne connoîtrions pas l'asile.

Je suppose qu'après dix ans, après quinze ans, ils revinssent achever de vivre sur leur terre natale, on auroit des loix dont l'idée se pourroit séparer de celle de leurs auteurs ; l'habitude de l'ordre & du bonheur les auroit consolidées, l'envie auroit dormi assez long-temps pour que l'on n'eût plus à craindre son réveil.

Le président de la convention leur diroit au nom du peuple :

« Généreux citoyens, le sentiment intime d'une bonne » & grande action sera la première récompense de ce » que vous faites pour la patrie.

» Nous confions à vos soins les destinées du peuple
 » que vous êtes dignes de régler ; vous ferez un code
 » nouveau que les nations lui envieront ; il assurera les
 » droits sacrés de l'égalité & de la liberté ; il consacra
 » la souveraineté du peuple , l'unité du gouvernement ,
 » le droit & les moyens de modifier , d'améliorer sans
 » efforts , sans orages , quand il plaira au peuple &
 » comme il plaira au peuple.

» Allez , dérobez-vous à tous les regards , prenez con-
 » seil de la nature & de l'expérience des siècles , en-
 » treprenez avec courage , poursuivez avec constance ,
 » accomplissez. . . , envoyez nous votre ouvrage & su-
 » bissez un ostracisme honorable ; les acclamations du
 » peuple sanctifieront les tables que vous aurez tracées ;
 » & si dans la retraite que vous aurez choisie la renom-
 » mée vous rend témoignage de notre bonheur , nous
 » aimons à croire qu'il sera le gage du votre ».

J'ai la pensée que l'honneur pénible de cette mission
 seroit recherché , que le choix ne seroit difficile que par
 le nombre , le mérite & les vertus des candidats qui se
 le disputeroient.

Si cette mesure nous échappe , si elle est repoussée ou
 tentée inutilement , je forme un dernier vœu. Plusieurs
 plans de constitution ont été & seront encore proposés :
 puisse la convention , renonçant à une discussion qui de-
 vient de jour en jour plus impraticable , s'imposer le
 devoir de choisir & s'y arrêter !

Ensuite le peuple doit être consulté ; mais si on le
 presse de répondre , il acceptera au gré de son enthousiasme ,
 ou refusera au gré de quelque intrigue : ce sera
 bien pis , s'il dépèce , s'il accepte & refuse par lam-
 beaux ; il n'y a que l'acceptation par épreuve , qui dans
 sa lenteur exclue l'enthousiasme , déjoue l'intrigue & puisse
 garantir l'unité de la constitution.

Je le répète , la bonne constitution ne sera pas celle
 (dût-on l'espérer) qui aura obtenu les signes équivoques
 de l'assentiment général , mais celle qui sera disposée tel-
 lement que la réforme soit facile ; peut-être ses imper-
 fections même feront sa solidité , le peuple y exercera
 sa puissance , il ne sera pas tenté d'en abuser sur ce qui
 sera bien.

Encore deux mots ! la convention nationale supporte
 l'immense fardeau du gouvernement de l'état ; la guerre

étrangère à soutenir, la guerre civile à étouffer, le corps politique à guider dans la route encore incertaine où il chancelle, c'est une belle & grande tâche ; c'est bien assez pour des hommes ; on y désireroit des anges.

Le moyen qu'elle fût encore à la constitution ! Y fût-elle propre en elle-même, les circonstances s'y opposent. Je propose de la rendre toute entière au soin le plus pressant, à celui de sauver l'état. Que les pilotes résistent à la tempête, qu'ils ramènent le vaisseau échappé au naufrage ; quelque constructeur habile méditera dans le port sur ses proportions.

Je prie que l'on pardonne ces réflexions à l'inquiétude d'un citoyen qui verse des larmes amères sur les maux qui déchirent sa patrie. Maintenant je vais me renfermer dans l'explication que j'ai promise.

La suite à un prochain numéro.

CONVENTION NATIONALE.

Séance du vendredi 15 mars 1793.

Les citoyens Lajoski & Dessieux devoient être mis en état d'arrestation. Sur ce, la convention a passé à l'ordre du jour, vu la non existence d'aucun décret particulier contre eux.

Sur la proposition de Thuriot, la convention a prononcé une exception pour le recrutement en faveur de tous les ouvriers employés au service des armées.

On a entendu des députés des îles françaises du vent & sous le vent, qui ont porté des plaintes contre les commissaires Ailhaud, Sonthonax & Polverel, qu'ils accusent d'avoir commis des vexations dans ces îles. Leur dénonciation est renvoyée au comité colonial.

On a aussi renvoyé au comité de législation une motion de Duquesnoy, tendante à faire sortir incontinent tous les étrangers qui ne seroient pas cautionnés par deux bons citoyens de leur section.

Le président a proclamé le résultat du scrutin pour la nomination des commissaires attachés au tribunal révolutionnaire. Ce sont Garand, Lépaux, Rabaud, Delaunay, Gomer & Prieur.

Les deux ministres renommés ont accepté.

Beaucoup de sections ont écrit que leur contingent étoit complet. Quelques compagnies de volontaires ont demandé à défilier devant l'assemblée.

Samedi 16. La suppression de la maison de Saint-Cyr a été décrétée ; elle sera évacuée dans le mois de la publication du décret.

Le général d'Harembure, décrété d'accusation, a demandé à pa-

roître à la barre. Quelques membres s'y sont opposés. Guyton, qui a vu les pièces de l'affaire, a attesté que d'Harembure a un fils émigré, & qu'il est suspect. La convention a passé à l'ordre du jour & a renvoyé l'accusé devant les tribunaux.

Il a été décrété, sur la proposition de Lafource, que l'assemblée ne s'occuperait jamais d'affaires individuelles avant trois heures.

Dimanche 17. La section des Quatre-Nations a désavoué, par l'organe de deux députés, l'adhésion qu'elle avoit donnée à une adresse émanée du club des Cordeliers; c'est l'ouvrage de quelques intrigans qui se sont glissés dans son sein. *Idem*, celle du Théâtre Français.

Une lettre de Gertruidenberg a appris que le général Westermann avoit fait prise de vingt-sept bâtimens chargés & quatre-vingt voitures d'avoine, avec plusieurs pièces de canon. Le tout est entré à Gertruidenberg.

Le ministre de l'intérieur a annoncé à l'assemblée que les courriers de Nantes qui doivent arriver les vendredi, samedi & dimanche, sont restés ou arrêtés en route. L'assemblée ordonne l'envoi de courriers extraordinaires pour connoître les causes de ce retard.

Plusieurs compagnies de volontaires défilent devant l'assemblée.

Lundi 18. Un secrétaire a lu la notice de plusieurs dons patriotiques.

Le président du directoire des postes a annoncé à la convention que le courrier de Nantes n'étoit pas arrivé encore. On apprend, a-t-il dit, par un courrier arrivé hier de Brest, que la communication de Nantes à Rennes est interrompue comme celle de Nantes à Angers. A cette lettre est jointe un procès-verbal dont il résulte qu'il existe un rassemblement de contre-révolutionnaires sur la route de Nantes.

On a lu de suite une lettre des administrateurs du département des Deux-Sèvres, qui annonce que ce département & celui de la Vendée sont en proie aux ravages d'un grand nombre de contre-révolutionnaires armés qui ont déjà incendié la ville de Cholet; ils demandent du secours en hâte.

On a lu une autre lettre datée d'Orléans, qui apprend l'assassinat de Léonard Bourdon. Nous avons rendu compte en détail de ce fait.

Une troisième des administrateurs de la Vendée, qui donne des détails sur le rassemblement des contre-révolutionnaires.

Une quatrième des administrateurs de Mayenne & Loire, qui, en rendant compte des mêmes faits, annoncent un grand avantage remporté sur les brigands. Voyez les détails dans ce numéro.

Sur la proposition de Lafource, au nom du comité de sûreté générale, la convention a d'abord décrété que tous ceux prévenus d'avoir trempé dans la conspiration de la ci-devant province de Bretagne, seront transférés à Paris pour y être jugés par le tribunal révolutionnaire. Le conseil exécutif est chargé de faire passer des troupes dans ces départemens.

Plusieurs compagnies formant le contingent de quelques sections, défilent dans la salle.

Barrère a eu la parole au nom du comité de sûreté; au milieu des applaudissemens les plus unanimes, la convention a décrété, 1°. La peine de mort contre quiconque proposeroit la loi agraire, ou toute autre loi subversive des propriétés territoriales, commerciales ou industrielles.

Barrère propose ensuite, & l'assemblée décrète « que le rapport sur l'organisation des secours publics & sur le partage des biens communaux sera mis à l'ordre du jour ; que les biens des émigrés seront vendus par petites portions ; que les châteaux qui ne pourront être convertis en établissemens publics seront démolis ; qu'il sera établi un impôt progressif & graduel sur le luxe & les richesses, & que le comité des impositions présentera incessamment un mode d'organisation pour cet impôt ».

Sur la proposition de Lafource, décrété ensuite que les étrangers sans aveu seront tenus de purger le territoire de la république, & que la municipalité de Paris mettra, dans trois jours, sous les yeux de l'assemblée la liste des gens suspects.

Sur la proposition de Charlier, la convention a décrété que tous les citoyens seroient tenus, huit jours après la publication du présent décret, d'arrêter les émigrés & les déportés qui se trouveroient sur le territoire de la république, de les conduire dans les prisons des départemens pour y être guillotins dans les vingt-quatre heures.

Barrère a présenté ensuite les mesures suivantes, relatives à l'assassinat de Bourdon à Orléans ; elles ont été adoptées ainsi qu'il suit :

« 1°. Le ministre de la justice fera informer par trois commissaires contre les auteurs & instigateurs de l'assassinat commis sur la personne de Léonard Bourdon ; 2°. les coupables seront traduits devant le tribunal révolutionnaire ; 3°. le maire, le procureur de la commune & les officiers municipaux seront suspendus de leurs fonctions, mis en état d'arrestation & traduits à la barre ; 4°. la garde nationale, qui étoit le 16 au poste de la maison commune, sera mise en état d'arrestation ; 5°. les autres citoyens qui étoient de garde ce jour, seront désarmés provisoirement ; 6°. la convention applaudit à la conduite du citoyen Dulac, qui a paré les derniers coups qu'on portoit au représentant du peuple ; 7°. le pouvoir exécutif fera passer à Orléans des forces suffisantes pour faire exécuter les présens décrets ; 8°. la ville d'Orléans est déclarée en état de rébellion jusqu'à l'entière exécution de ces dispositions ; 9°. ces décrets seront envoyés aux commissaires de la convention qui sont actuellement dans les départemens ».

Le ministre de la guerre a écrit à l'assemblée qu'il a donné ordre au général Berteuil de réunir sur les bords de la Loire neuf à dix mille hommes pour dissiper les attroupemens ; que le général Macé, à la tête de sept mille, marche contre les révoltés de la Vendée.

J'ai aussi ordonné, ajoute le ministre, de faire sortir des ports les vaisseaux de la république pour donner la chasse à quelques bâtimens anglais qui ont paru sur nos côtes, sans doute pour tenter une descente, d'intelligence avec les ennemis de l'intérieur.

Mardi 19. La convention a reçu plusieurs lettres & procès-verbaux touchant les troubles de la Vendée. Chaque district réunit le plus de forces possible pour les opposer aux révoltés qui se portent sur Saumur, & de là sur Angers. Leur horde est composée principalement de domestiques, de prêtres & d'émigrés. (Renvoyé au comité de sûreté générale.)

Une lettre d'Orléans a annoncé que Léonard Bourdon étoit hors de danger.

Les officiers municipaux de la Rochelle écrivent qu'au lieu de deux cent quarante volontaires que cette ville devoit fournir, il s'en est présenté deux cent soixante-trois. Les offrandes patriotiques s'élèvent à 46 mille livres en or, en argent & en assignats, & à 15 mille livres en effets. Les femmes se sont dépouillées avec empressement de leurs bagues, brassielets & autres bijoux. Invités à marcher contre les rebelles des départemens voisins, les Rochelois ont fourni trois cents hommes de bonne volonté. La convention a vivement applaudi à ces actes nombreux de civisme : elle a décrété que les citoyens & citoyennes de la ville de la Rochelle avoient bien mérité de la patrie ; elle a ordonné la mention honorable de leur adresse, l'impression & l'envoi aux départemens, aux sociétés populaires & aux armées.

Des députés extraordinaires d'Arles sont venus informer la convention que de nouveaux troubles se manifestoient dans cette ville. Déjà un patriote a péri victime de l'aristocratie.

Le ministre de la guerre a fait passer une lettre de Dumourier, qui annonce que nos troupes ont remporté un assez grand avantage à Tirlemont. Tous les corps ont donné avec courage. Le huitième régiment a repoussé à la baïonnette une charge des dragons de Cobourg.

L'assemblée décrète que les juges du tribunal révolutionnaire se rendront sans délai à leur poste.

Mercredi 20. Une lettre des commissaires de la Belgique a annoncé qu'ils travailloient hâtivement à l'organisation du département de Jemmappe ; elle annonçoit encore que le samedi l'ennemi avoit été repoussé avec une perte considérable d'hommes & de chevaux, & qu'une action plus décisive étoit prête à s'engager.

Une autre lettre des commissaires au Mont-Blanc a informé la convention de deux avantages qu'on tus les troupes françaises sur les Piémontais ; l'un dans la partie basse des Alpes, l'autre au pied du Cénis. Nous leur avons tué trente hommes & fait vingt-sept prisonniers.

Le ministre des affaires étrangères a notifié à la convention l'ordre de proscription donné en Espagne contre tous les Français, négocians, voyageurs, femmes, enfans, &c. Renvoyé au comité diplomatique pour faire un très-prompt rapport.

Plusieurs compagnies de volontaires ont été admises à défilér devant l'assemblée.

On a procédé à l'appel nominal pour le ministre de la justice. Sur 414 voix, Gothier en a réuni 275 ; il a été proclamé.

Le ministre de la guerre a présenté un volontaire de dix-neuf ans du bataillon de la Somme, qui a eu les deux bras emportés par un boulet de canon, & l'œil crevé à l'affaire du camp de Maulde. Décrète que la couronne civique lui sera décernée, que le ministre de la guerre lui conférera un grade, & qu'il lui sera accordé un traitement proportionné.

Au rapport du comité de législation fait par Cambacérès, la convention a rendu un décret sur les contre-révolutionnaires armés des divers départemens. Voyez dans ce numéro, article *conspiration*.

Grangeneuve a fait un rapport sur les troubles d'Arles. La convention a décrété d'accusation les nommés Dubourg, Jobert, Lois, Guilbert & quelques autres principaux moteurs des troubles.

Jendredi 21. La convention a chargé les comités de législation &

de sûreté générale réunis de faire un rapport sur l'exécution du décret qui interdit aux députés de publier des journaux.

Les commissaires chargés de visiter les places frontières, ont écrit de Metz que les fortifications de cette place sont dans le meilleur état.

Des lettres des départemens de Mayenne & Mayenne & Loire ont annoncé que dans plusieurs endroits les révoltés ont été repoussés, & que plusieurs sont dans les prisons de Laval.

Sur la proposition de Guignon, il a été décrété que les religieux qui marcheroient aux frontières garderoient leur traitement.

On a lu des lettres de Dumourier, qui informent l'assemblée que dans une attaque faite par les Autrichiens, nous avons perdu beaucoup de monde & plusieurs pièces de canon. Le général Valence a été blessé. Nous avons donné ces détails au long dans le numéro.

Après quelques débats sur l'ordre du jour, l'assemblée a passé à la discussion du rapport général des contributions de 1793 & du projet de décret qui en doit précéder la fixation. Le décret suivant a été rendu :

Art. 1^{er}. « La contribution foncière sera maintenue & conservée. Le comité des finances proposera le taux auquel elle peut être fixée pour 1793, avec les sous pour livre additionnels, les rectifications & bonifications dont elle est susceptible, sans retardement de l'exécution des rôles de la présente année.

II. » Le même comité présentera incessamment, en exécution des précédens décrets, le plan d'organisation du cadastre général de toutes les terres & biens-fonds de la république, & du bureau de direction.

III. » Au défaut & dans l'attente de ce cadastre, pour atteindre, au plus près possible, à une répartition exacte, & mettre la convention nationale en état de prononcer sur les demandes en décharge & réduction formées par différens départemens, il sera procédé à la rectification des matrices de rôles pour la contenance des fonds & leur produit net, de la manière qui sera fixée & déterminée, en suite du plan que le comité des finances demeure chargé de lui présenter.

IV. » La contribution mobilière sera également maintenue & conservée, & le comité des finances présentera incessamment ses vues sur le taux auquel elle doit être portée pour 1793, avec les sous additionnels, ainsi que sur les rectifications & améliorations qu'elle paroît exiger.

V. » Les droits de patente demeurent supprimés, à compter du premier janvier de la présente année; les revenus d'industrie & autres soumis auxdites patentes, seront pris en considération dans la contribution mobilière.

VI. » Les droits d'enregistrement, les droits d'hypothèque, les douanes, seront conservés, de même que tous les impôts qui ne sont pas nommément supprimés par le présent décret; le comité des finances présentera successivement des plans de rectification & amélioration de chacune desdites contributions, ainsi que sur les postes & messageries ».

Jean-de-Brie a fait un rapport sur la loi contre les étrangers. Plusieurs articles ont été adoptés. Nous donnerons le décret quand il aura été entièrement rendu.

Le citoyen Lavigne a été couronné des mains du président de la convention.

Ce 23 mars 1793. PRUDHOMME.

T A B L E DES MATIÈRES

DU QUINZIÈME TRIMESTRE DES RÉVOLUTIONS DE PARIS.

Du 22 décembre 1792 au 23 mars 1793.

A

- A**LSACE (insurrection projetée en) par nos ennemis, à l'aide de l'indiscipline des volontaires & des gendarmes nationaux, n°. 188, pag. 323
- Ami des Loix* (l') de Laya; analyse de cette pièce, n°. 184, p. 157. Troubles à Paris à l'occasion de sa représentation, idem, p. 170 & suiv. Démarche des comédiens français pour faire reprendre cette pièce, n°. 187, 309
- Anecdote sur Marie-Antoinette & la femme du citoyen Molé, n°. 187, 308
- Angleterre, (mouvemens en) n°. 181, p. 48. Secret du cabinet de Saint-James, n°. 189, p. 361. Articles proposés par M. Maulde à milord Auckland, entre la France & la Grande-Bretagne. Réflexions sur cette pièce, idem, 362 & suiv.
- Arbre de la fraternité planté par les fédérés sur la place du Carrousel, n°. 185, 233
- Armement d'un vaisseau nommé le Républicain Parisien, par une soumission ouverte au sein de la commune de Paris, n°. 188, 345
- Avertisseur national (Réponse à une note de l') de Pankouke, sur la liberté de la presse, n°. 183, 106

B

- Basseville, (assassinat du citoyen) secrétaire d'ambassade à Rome, n°. 187, 292 & suiv.
- Beaumarchais. (décret en faveur de) Observations, n°. 188, 333
- Bœufs, (avis sur les) n°. 193, 546

C

- Campagne (réflexions générales sur la) prochaine & sur les préparatifs des puissances étrangères, n°. 186, 258 & suiv.
- Carrier, (réponse de Carrier, journaliste de Lyon, à Tallien) n°. 191, 433 & suiv.
- Chambon (démission du citoyen) de la place de maire de Paris; le pourquoi, n°. 187, 297

A

- Chenier (extrait d'une adresse de L. S.) à la convention , concernant Pache & Roland , & réflexions y jointes , n°. 183 , p. 123 & suiv. Propositions faites pour la campagne de 1793 , n°. 183 , p. 127
- Club de femmes à Lyon ; un mot d'avis à ces bonnes citoyennes , n°. 185 , 234
- Comité censozial proposé à la convention ; examen de cette institution , n°. 183 , 114 & suiv.
- Comité (le) de sûreté générale dénoncé aux quatre-vingt-quatre départemens pour la visite faite au palais de la révolution , n°. 186 , p. 241 & suiv. Détails de cette expédition ; réflexions sur le comité de sûreté générale & sa conduite , idem , 245 & suiv.
- Comptes (sur les) à rendre par Panis & Sargent , députés de Paris à la convention nationale , n°. 189 , 383
- Conquêtes ? (faut-il poursuivre nos) Réponse à cette question ; démonstration de la négative ; raisons de nous arrêter prises de la politique & des localités , n°. 182 , 63 & suiv.
- Constitution , (vues générales sur le projet de la nouvelle) n°. 189 , p. 349 & suiv. Nécessité de lire avant de juger , idem , p. 351. Quelques idées sur une constitution populaire pour un grand état , n°. 190 , p. 409 & suiv. & n°. 193 , p. 548 & suiv.
- Plan de constitution présenté par Cherhal-Montréal , n°. 191 , 445 & suiv.
- Contre-révolution projetée , qui devoit commencer par le massacre de la convention nationale , & finir par l'établissement du despotisme en France , n°. 192 , p. 469 & suiv. Foyer de cet incendie aux Jacobins & aux Cordeliers , égarés par des traîtres gluiés au milieu d'eux ; conduite louable de la commune & du général Santerre , pour arrêter le désordre , idem , p. 478 & suiv.
- Motions incendiaires dans les sections , idem , p. 481. Silence du comité de sûreté générale , idem , p. 483. Mouvements combinés dans les départemens ; cris de vive le roi , &c. idem , p. 484.
- Discours de Vergniaud sur cette conjuration , idem , p. 486 & suiv. Discours de Marat sur le même objet , idem , p. 495.
- Progrès de la contre-révolution , n°. 193 , 525 & suiv.
- Contre-révolutionnaires en corps d'armée dans les départemens de l'Ouest , pillant les campagnes & brûlant les villes , n°. 193 , p. 527 & suiv. Mesures prises contre eux par le conseil exécutif , idem , 529
- Convention nationale (deux partis dans la) qui doivent n'en faire plus qu'un , maintenant que le tyran n'est plus. Avis salutaires sur les dissensions qui jusqu'ici ont éclaté dans l'assemblée , n°. 185 , p. 220 & suiv. Ce que c'est que la montagne de la convention nationale , n°. 188 , 318
- Curtius ; (figure de Pellerier au cabinet de) autre personnage à y mettre , n°. 188 , 335

CONVENTION NATIONALE.

Armées (sur la rentrée des) dans l'intérieur , n°. 182 ,	89
Armement (sur l') en course , n°. 186 ,	288
Assignats , (sur une nouvelle création d') n°. 187 ,	314
Bourdon , (sur les assassins de Léonard) n°. 193 ,	562
Cadaastre (sur le) à faire des terres de la république , n°. 193 ,	564
Caisse de secours , (sur les) n°. 183 ,	143

(3)

Comité (sur le) de sûreté générale, n°. 183,	p. 141
Commissaires (sur l'envoi de) dans les départemens pour hâter le recrutement, n°. 192,	512
Congés, (sur les) n°. 192,	510
Déclarations (sur les) à faire par les propriétaires de maisons, n°. 192	464
Emigrés, (sur la rentrée furtive des) n°. 191,	459
Guerre (sur la) avec l'Angleterre, n°. 187,	313
Indemnités nationales (sur les) à accorder, n°. 182,	90
Lepelletier, (sur) n°. 185,	p. 237, 238 & 240
Loi agraire, (sur la) n°. 193,	561
Louis Capet, (sur) n°. 184, p. 183; idem, p. 191; n°. 191,	236
Majorité (sur la) fixée à 21 ans, n°. 186,	288
Monnoies, (sur l'empreinte des nouvelles) n°. 187,	316
Passeports, (sur les) n°. 192,	464
Patentes, (sur la suppression des) n°. 193,	564
Pensions (sur les) de retraite, n°. 189, p. 386 & 388; & n°. 191,	457
Places frontières, (sur la visite des) n°. 187,	315
Ports (sur l'ouverture des) aux vaisseaux des états-unis, n°. 191,	460
Recrutement, (sur le) n°. 192,	460
Récompenses militaires, (sur les) n°. 192,	459
Subsistances, (sur l'abolition des procédures instruites pour les délits sur les) n°. 189,	387
Surveillance (sur la) des jugemens criminels, n°. 182,	93
Terreins en friche, (sur le fermage des) n°. 192,	464
Tester, (sur la faculté de) n°. 192,	468
Tribunal (sur l'érection d'un) révolutionnaire, n°. 192,	511

D

Danfelme; (destitution du général) faits cités pour sa justification, n°. 182, p. 75. --- Examen des griefs qui lui sont imputés par le bataillon de l'Aude; coup-d'œil sur les mémoires des deux parties, n°. 189, p. 373 & suiv. --- Un mot de réponse au placard des volontaires du bataillon de l'Aude contre le journal des Révolutions, n°. 192,	509
Déclaration des droits (projet de) naturels, civils & politiques des hommes, lu à la convention, n°. 188, p. 344. --- Discussion sur chaque article de ce projet, n°. 191,	421 & suiv.
Défenseurs officieux pour les criminels condamnés à mort, n°. 182,	79
Dillon, (grand dîner du général) n°. 187, p. 306 & suiv. -- Lettre de Camille Desmoulins à Prudhomme sur ce dîner, & réponse, n°. 188,	337 & suiv.
Dumourier (plaintes de) à la convention, à l'occasion de Malus & d'Espagnac, n°. 183,	121 & 122

E

Epoques des 21 pour Louis Capet, n°. 185,	35
Etat civil du département de Paris, n°. 188,	346
Etats-unis d'Amérique; leurs dispositions à notre égard, n°. 189,	358

- Fédérés, (nouveau serment des) n°. 186, p. 263
 Femmes guerrières, (un mot sur les) n°. 183, 120
 Finances, (examen du projet de Chabot sur les) n°. 193, 498 & suiv.
 Finistère (le directoire du département du) envoie à la convention une adresse de la dernière insolence ; il est désavoué par le directoire du Pas-de-Calais, à qui il avoit demandé son adhésion, n°. 183, 110 & 111

- Gauthier & Lafage, tous deux journalistes, incarcérés par ordre du comité de sûreté générale ; réflexions sur la liberté de la presse violée en leurs personnes, n°. 183, 103 & suiv.
 Genève. (révolution à) n°. 182, 75
 Généraux (coup-d'œil sur les) qui commandent les armées du nord, n°. 184, 177
 Grains, (projet sur la taxe & la vente des) n°. 193, 346
 Guerre. Armée de l'Est. Détails sur la reprise de Francfort par les Autrichiens, n°. 182, p. 71. Entrée de nos troupes dans la Gueldre, idem, p. 75. --- Dispositions des ennemis du côté de Strasbourg, n°. 185, p. 230. --- Armée du Nord. Prise de Bréda, siège de Klunderth & de Willemstad ; bombardement de Maëstricht, n°. 190, p. 407 & suiv. --- Déroute des troupes françaises à Aix-la-Chapelle ; siège de Maëstricht levé. Reprise de Liège par les Autrichiens, n°. 191, p. 437 & 439. --- Nouvelle défaite des Français à Rervinde ; infubordination de l'armée, n°. 193, p. 532 & suiv. --- Armée du Midi. Prise de Sospello, n°. 190, 406

- Hanovre, (réflexions d'un voyageur hollandais sur le) n°. 193, 495
 Hollande ; (proclamation de Dumourier aux peuples de la) dispositions de ce pays à l'égard de la France, n°. 189, 360
 Horoscope de la république française, n°. 183, 129

- Journalistes pillés par des brigands armés, n°. 192, p. 474. Réflexions sur cet attentat, & ce qui y a donné lieu, idem, 475

- Lebrun, (sur) ministre des affaires étrangères, n°. 191, 438
 Léonard Bourdon (assassinat de) à Orléans, n°. 193, 526
 Lepelletier (assassinat de Michel) au palais de la révolution, n°. 185, p. 224 ; ses funérailles ; réflexions sur ce triste événement, idem, p. 225 & suiv. --- Fête funéraire en l'honneur de Pelletier, célébrée à Saint-Germain-en-Laye, n°. 188, 336
 Lettre du général Cusline au citoyen Prudhomme, & réponse avec des faits, n°. 182, 72 & suiv.
 --- du citoyen Pouille, vicaire de Draguignan au citoyen Prudhomme, n°. 182, 86
 --- anonyme au citoyen Prudhomme sur l'article du n°. 181, tou-

- chant la messe de minuit ; réponse à la lettre , & quelques expli-
cations sur l'article , n°. 182 , p. 84 & suiv.
- du général Labourdonnaie au citoyen Prudhomme , n°. 184 , 177
- du général Custine au citoyen Prudhomme , à laquelle est
jointe la copie d'une autre lettre anonyme adressée au même
général , n°. 185 , 231
- du général Labourdonnaie au commandant de Maubeuge ,
n°. 185 , 232
- de la société des amis de la liberté & de l'égalité au sujet
de Lepelletier , n°. 186 , 257
- du citoyen Gillet du Coudray , au sujet de la mort de Le-
pelletier , & réponse à cette lettre , n°. 186 , 254 & suiv.
- de Jacques-Claude Bernard à Prudhomme , n°. 186 , 274
- du citoyen Drouet , ministre de culte , à L. Prudhomme , n°. 187 . 295
- du citoyen Lavallery , administrateur du département de Seine
& Oise , à L. Prudhomme , n°. 187 , 296
- de la citoyenne Blandin Dumoulin à L. Prudhomme , n°. 189 , 367
- de la citoyenne Charton à L. Prudhomme , n°. 189 , 371
- Lettres (suite des) trouvées chez Delaporte , intendant de la liste
civile , n°. 183 , p. 130 & suiv. ; n°. 186 , 275
- Ligne (projet de fondre la troupe de) dans les volontaires nation-
naux. Examen de cette mesure , n°. 188 , 329
- Loi agraire ; ce qu'elle fut chez les Romains , n°. 193 , 517
- Louis XVI. Sa faconde comparution à la barre de la convention
nationale ; mesures inquisitoriales employées pour le service de
cette journée , n°. 181 , p. 3. Historique de son voyage , ses
discours aux officiers publics qui l'accompagnoient , idem , p. 5
& suiv. Plaidoyer de son défenseur Deseze , p. 7 & suiv. Ob-
servations sur ce plaidoyer , idem , p. 27 & suiv. --- Sur l'appel
au peuple pour le jugement de Louis XVI ; but de ceux qui
proposent cette mesure ; danger de l'adopter , n°. 182 , p. 56 &
suiv. --- Jugement de Louis XVI. Manceuvres employées pour
l'éluder ou le retarder . n°. 184 , p. 145 & suiv. Premier appel
nominal sur cette question. *Louis Capet est-il coupable de conspi-
ration contre la liberté publique , & d'attentats contre la sûreté gé-
néral de l'état ?* Voyez la fin du n°. 184 , p. 1 & suiv. Se-
cond appel nominal sur cette question : *Le jugement qui sera rendu
sur Louis sera-t-il soumis à la ratification du peuple dans ses as-
semblées primaires ?* idem , p. 4 & suiv. Troisième appel sur cette
question : *Quelle peine Louis , ci-devant roi des Français , a-t-il
encourue ?* idem , p. 21 & suiv. Quatrième appel nominal sur
cette question : *Sera-t-il sursis à l'exécution du jugement de Louis
Capet ?* idem , p. 88 & suiv. --- Mort de Louis XVI ; historique
de tous les petits événemens qui se passèrent entre le moment
de son jugement , & celui de son supplice ; sa séparation d'avec
sa famille , ses dernières paroles , &c. n°. 185 , p. 193 & suiv.
Son testament , & réflexions sur cette pièce en particulier , & en
général sur la mort de Louis XVI , idem , p. 208 & suiv. Ce
qu'il faut faire de sa femme , de sa sœur & de ses enfans , idem ,
217 & suiv.
- Louvain , (assassinat de) n°. 182 , 77
- Luxe , (sur le) moyens de le réprimer sans nuire à la classe in-

- doctrinaire, n°. 193, p. 520 & suiv.
 Lyon (troubles de) racontés d'après le journal de cette ville, & comparés au rapport de Tallien, n°. 190, p. 402 & suiv.
 --- Nouveaux détails sur Lyon, n°. 191, p. 437. --- Encore de nouveaux détails sur le même objet contenus dans la lettre du citoyen Ferlat, n°. 193, 535 & suiv.

M

- Manuel (assassinat de) à Montargis, n°. 193, 527
 Martin, (un mot de réponse au citoyen) censuré par la section des Quatre-Nations, & chassé de la société des Cordeliers, n°. 193, 540
 Messe de minuit à Paris, infraction à la loi, n°. 181, 45
 Ministère de la guerre, (sur l'organisation du) n°. 188, 325 & suiv.
 Monnoies (question sur l'hôtel des) de Paris, n°. 193, 546

N

- Naples (dispositions de la cour de) à notre égard, n°. 189, 358

O

- Observations d'un Anglais qui médite sur la guerre des Français contre l'Angleterre; & manière de faire la guerre au roi Georges & au gouvernement anglais, n°. 187, 298 & suiv.

P

- Pache, maire de Paris, n°. 188, 332
 Paris: (esprit public de) ce qu'il est depuis le 21 septembre dans la convention, dans ses tribunes, dans les assemblées de sections, dans les clubs & chez les fonctionnaires publics, n°. 181, p. 39 & suiv. --- Etat de Paris du premier au 12 janvier 1793, n°. 183, 112 & suiv.
 Paris, (suicide de) assassin de Pelletier, n°. 187, 310
 Permanence des conseils administratifs & des sections. Considérations puissantes pour laisser les conseils des départemens en permanence; n°. 183, p. 106 & suiv. La suppression de la permanence des sections est un attentat à la souveraineté du peuple, idem, p. 109. Motion de Thuriot en faveur des principes, idem, 110
 Pétition de 46 sections de Paris sur les subsistances; scènes scandaleuses à l'occasion de la présentation de cette pétition, n°. 188, 321
 Pétitions des 8000 & des 20,000. Sur les signataires de ces pétitions, & les persécutions qu'on leur fait endurer, n°. 186, 268 & suiv.
 Pillage à Paris dans les boutiques des épiciers, le 25 février 1793. Historique de cet événement, n°. 190, p. 389 & suiv. Conduite des corps administratifs. idem, p. 393 & suiv. Suites nécessaires de ce malheureux événement, idem, p. 397 & suiv. Avis au peuple de Paris, idem, 401 & suiv.
 Prêtres, (sur les manœuvres toujours nouvelles des) n°. 187, 290
 Prises de mer, (observations sur le décret des) n°. 189, 375 & suiv.

(7)

Prisons (détails sur les) & ceux qui y sont détenus , n°. 182 ,
p. 78 & suiv. n°. 183 , p. 117 & suiv.
Prudhomme (avis de L.) à ses concitoyens sur le comité des 12 ,
n°. 187 , 289

R

Réclamations de plusieurs citoyens contre l'article intitulé situation
de Paris , & inséré dans le n°. 183. Voyez numéros 184 , p. 176 ,
& 185 , 234
Recrutement ; (du) vice du décret concernant le recrutement ,
n°. 189 , p. 353 & suiv. --- Lenteur dans le recrutement , &
quelle en est la cause , n°. 191 , 429 & suiv.
Répartition des armées de la république française , arrêtée par le
conseil exécutif provisoire le premier mars , au 2 de la républi-
que , n°. 193 , 537 & suiv.
République française ; (état de la) ce que nous avons fait en
1792 , ce qu'il nous reste à faire en 1793 , n°. 182 , p. 49 &
suiv. Nos torts , nos dangers , idem , p. 53 & suiv. Ce qu'il
faut faire pour réparer l'un & parer à l'autre , idem , 54 & suiv.
Rois , (de la fête des) de leurs tombeaux à Saint-Denis , & de
leurs cœurs au Val-de-Grâce ; changemens indiqués , n°. 182 ,
81

S

Saint Charlemagne , (fête de) roi de France , célébrée au col-
lège des Quatre-Nations , n°. 186 , 273 & suiv.
Santerre (guerre du général) contre les chiens & les chats du
département de Paris , n°. 187 , 301 & suiv.
Session des Quatre-Nations , (conduite honorable des chasseurs de
la) n°. 183 , 119
Sections de Paris ; comment & par qui elles sont menées , n°. 188 ,
320
Service célébré à Londres en l'honneur de Louis Capet , n°. 187 ,
297
Souliers pour les troupes ; idée patriotique d'un citoyen sur cet
objet , n°. 185 , 229
Souscription patriotique à Chambéry , n°. 189 , 385

T

Taxe des denrées de première nécessité ; (sur la) droit & possi-
bilité de cette taxe prouvés , n°. 191 , 440 & suiv.
--- sur les riches & secours aux indigens ; nécessité urgente de
cette double mesure , & manière de l'employer avec fruit , n°. 193 ,
519 & suiv.
Tallien (réponse de L. Prudhomme aux calomnies de) insérées dans
le n°. 65 de l'Ami des Citoyens , n°. 188 , 342 & suiv.
Tribunal révolutionnaire , (discussion du mode établi pour la for-
mation de ce) ainsi que de l'attribution qui lui est donnée ,
n°. 193 , 541 & suiv.

V

Vaudeville (descente d'hommes armés au théâtre du) pour y faire
cesser la représentation de la Chaste Suzanne , n°. 186 , 265
Versailles (adresse de la ville de) à la convention sur le jugement
de Louis Capet , n°. 183 , 127 & 128

Vilette, (mandat d'arrêt décerné contre) membre de la convention nationale, par le procureur de la commune de Paris, pour un article inféré dans la Chronique, n°. 183, p. 97 & suiv. Eclandre fait par Vilette; intervention de la convention nationale; justification du procureur de la commune; réflexions sur le tout, idem, p. 100 & suiv. 243
 Visites (sur les) domiciliaires, n°. 186,

Fin de la Table.

A V I S A U R E L I E U R

pour placer les gravures.

Boucles d'oreilles, &c. arrachées dans les marchés de Paris, n°. 166, p. 496, treizième trimestre.

Statues des rois renversées à l'hôtel de ville & à la place Louis XV, n°. 161, p. 240, treizième trimestre.

Fête de la liberté à la place de la Révolution, n°. 171, p. 166, quatorzième trimestre.

Neuf émigrés guillotines à la place de Grève, n°. 172, p. 206, quatorzième trimestre.

Entrée de Dumourier à Bruxelles, n°. 175, p. 355, quatorzième trimestre.

Dîner de Louis Capet au Temple, n°. 171, p. 165, quatorzième trimestre.

Massacre des femmes à l'hôpital de la Salpêtrière, n°. 165, p. 430, treizième trimestre.

Statues des rois renversées au Pont-Neuf & place Louis XIII, n°. 161, p. 240, treizième trimestre.

Statues des rois renversées place Vendôme & place des Victoires, n°. 161, p. 240, treizième trimestre.

Louis Capet allant à la convention nationale, n°. 179, p. 522, quatorzième trimestre.

Louis Capet à la barre de la convention nationale, n°. 179, p. 533, quatorzième trimestre.

Louis Capet à la guillotine, n°. 185, p. 202, quinzième trimestre.

Mort de Louis XVI, n°. 185, p. 202, quinzième trimestre.